

# Réconomie de La union

HORS-SÉRIE N° 13

BILAN ÉCONOMIQUE  
2012

*La croissance se tasse*



Octobre 2013

## Le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule

En 2012, l'activité mondiale a ralenti, sous l'effet de la diffusion de la crise des dettes souveraines en Europe et d'un coup de frein dans les économies émergentes. En effet, face à la progression de l'inflation, les autorités des pays émergents ont resserré leurs politiques monétaires et budgétaires. Les économies européennes ont, quant à elles, pâti à partir de la mi-2011 à la fois du durcissement des conditions des crédits nées des tensions financières et de l'intensification des mesures de consolidation budgétaire. Aux États-Unis, en revanche, la croissance s'est maintenue autour de 2 % en 2012, soutenue par une demande intérieure privée robuste et une politique monétaire très active.

### En France, le PIB stagne

En France, l'activité stagne en 2012 (+ 0,0 %) alors qu'elle avait progressé en 2011 (+ 2,0 %).

La demande extérieure adressée à la France pâtit du ralentissement mondial, et particulièrement de la faiblesse de la demande intérieure dans la zone Euro. Les exportations de biens et services marquent le pas (+ 2,4 % après + 5,4 % en 2011). La contribution du commerce extérieur à l'activité est toutefois nettement positive (+ 1,0 point), car le ralentissement des importations est encore plus marqué (- 1,1 % après + 5,1 % en 2011), suite notamment au très fort mouvement de déstockage (- 0,9 point de contribution à l'activité). En outre, en France, la demande intérieure recule (- 0,9 %).

Après deux années de croissance, la formation brute de capital fixe (FBCF) fléchit en 2012 (- 1,2 %). Les entreprises non financières ont, en particulier, réduit leurs investissements en construction (- 2,1 %) et en matériel de transport (- 11,0 %). Les ménages (- 0,3 %) ainsi que les administrations publiques (- 0,5 %) ont également freiné leurs investissements.

### Le pouvoir d'achat des ménages se replie fortement

La consommation des ménages baisse de 0,4 % en 2012, après une croissance de 0,5 % en 2011 : il s'agit de la première baisse de la consommation observée depuis 1993. Parmi les biens manufacturés, les dépenses en biens d'équipement, généralement les plus dynamiques, ralentissent (+ 4,2 % après + 6,8 %). Tous les autres postes stagnent ou reculent, avec en particulier une baisse marquée des achats d'automobiles. Avec la faible augmentation du revenu disponible brut des ménages (+ 0,9 % en valeur après + 2,7 % en 2011) et une inflation de 2,0 %, le pouvoir d'achat des ménages se replie fortement (- 0,9 % en 2012 après + 0,7 %). Compte-tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel recule de 1,5 % : c'est la plus forte baisse depuis 1984. Les ménages ont néanmoins quelque peu atténué les conséquences de ce repli sur leurs dépenses de consommation en réduisant leur taux d'épargne (- 0,4 point) qui s'établit ainsi à 15,6 % en 2012.

### De nombreuses pertes d'emplois en 2012

Avec la faiblesse de l'activité et le retour des gains de productivité vers leur rythme d'avant-crise, les pertes d'emplois marchands sont importantes (- 99 000 sur l'année), en particulier au second semestre. La baisse de l'emploi total est toutefois un peu plus faible, du fait d'une augmentation du nombre d'emplois aidés dans le secteur non marchand. Le taux de chômage a atteint 10,6 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2012 (10,2 % en France métropolitaine), en progression de 0,8 point sur l'année. ■

# Sommaire

- 2 Contexte national**  
Le PIB stagne,  
le pouvoir d'achat recule  
M. Brasset - Insee La Réunion-Mayotte
- 4 Synthèse**  
La croissance se tasse en 2012  
M. Brasset - Insee La Réunion-Mayotte
- 6 Consommation-Revenus**  
Le ralentissement de l'inflation  
redonne du pouvoir d'achat  
aux ménages  
M. Brasset, C. Réale - Insee La Réunion-Mayotte  
  
Deux fois moins d'inflation  
à La Réunion qu'en France  
P. Paillole, S. Quenum - Insee La Réunion-Mayotte  
  
Les minima sociaux  
toujours en hausse  
S. Lieutier - Insee La Réunion-Mayotte
- 13 Emploi**  
Des demandeurs d'emplois  
toujours plus nombreux  
P. Fauvet - Direccte La Réunion  
  
Les services et l'industrie  
portent la croissance de l'emploi  
J.-N. Arnoux - Insee La Réunion-Mayotte  
  
Nouvelle hausse des contrats  
aidés en 2012  
P. Fauvet - Direccte La Réunion
- 17 Entreprises**  
La création d'entreprises  
recule à nouveau  
F. Michaillesco - Insee La Réunion-Mayotte
- 18 Commerce extérieur**  
Recul des importations  
à destination des entreprises  
J. Boé - Insee La Réunion-Mayotte
- 21 BTP**  
L'activité du BTP  
se contracte  
M. Pougavanon - CERBTP La Réunion
- 24 Tourisme**  
Moins nombreux, les touristes  
ont aussi moins dépensé  
F. Legros, F. Michaillesco - Insee La Réunion-Mayotte
- 27 Système bancaire**  
L'activité des banques reste en  
deçà de la période avant crise  
Agence ledom La Réunion
- 30 Artisanat**  
L'artisanat toujours  
dans l'attente d'un nouvel élan  
N. Valli - CMA La Réunion
- 34 Agriculture**  
Les revenus agricoles sont  
à nouveau pénalisés par la  
hausse des matières premières  
L. Levat - Daaf La Réunion
- 37 Énergie**  
Une meilleure année pour  
les énergies renouvelables  
G. Gilboire - Observatoire énergie Réunion
- 38 Océan Indien**  
Mayotte : la hausse des revenus  
soutient la consommation  
C. Monteil - Insee La Réunion-Mayotte  
  
Ralentissement  
de la croissance mauricienne  
S. F. Cheung Tung Shing - Statistics Mauritius

# L a croissance se tasse en 2012

Le produit intérieur brut (PIB) de La Réunion est estimé à 16,3 milliards d'euros en 2012. Il augmente de 0,7 % en monnaie constante (volume - voir encadré). La croissance est plus modérée qu'en 2011 (+ 1,2 %) mais est meilleure qu'au niveau national. En 2012, la croissance est nulle en France, conséquence notamment d'une inflation élevée (graphique 1).

L'année économique 2011 avait été marquée par une croissance modérée, soutenue par une reprise de l'investissement après deux années de forte baisse. Ce moteur de l'activité économique s'essouffle en 2012. La consommation prend le relais de l'investissement. Le recul de l'inflation contribue à une amélioration du pouvoir d'achat des ménages. Leur consommation augmente en volume plus fortement qu'en 2011.

Du fait de l'augmentation de la population toujours soutenue à La Réunion, le PIB par habitant baisse de 0,3 % en volume.

## La consommation maintient l'activité, l'investissement recule

Les dépenses de consommation des ménages augmentent en 2012 de 3,1 % en valeur contre 3,3 % en 2011, mais l'inflation s'est assagie, passant de + 2,1 % en 2011 à + 1,1 % (voir encadré). La consommation des ménages se renforce ainsi en volume (+ 2,0 %) et constitue le principal moteur de l'activité économique en 2012. Elle contribue pour 1,2 point à la croissance. La consommation des administrations se raffermie également (+ 0,7 % après + 0,3 % en 2011 en volume).



Les comptes économiques rapides de La Réunion sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre l'Insee, l'AFD, et l'IEDOM. Il ne s'agit pas d'un compte définitif. Les estimations pourront être révisées.

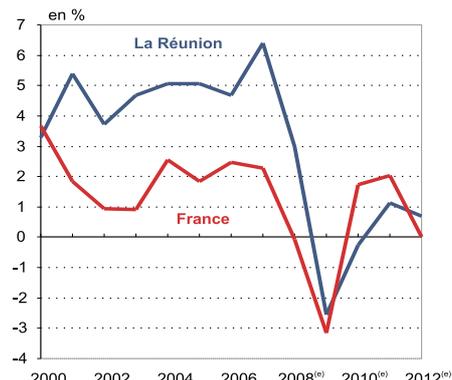
L'investissement recule de 5,2 % en volume en 2012. Cette baisse s'explique exclusivement par l'absence d'achat d'avion de ligne en 2012. Hors avions, l'investissement augmente de 1,3 % en volume, après + 4,6 % en 2011. La croissance de l'investissement reste loin du niveau d'avant crise, qui approchait + 9 % par an.

Les importations de biens d'investissement (hors avions) continuent d'augmenter (+ 8 % après + 10 % en 2011), soutenues par les importations de véhicules utilitaires (+ 15 %). L'achat de deux thoniers contribue également à cette hausse.

La situation demeure préoccupante dans la construction. Après l'embellie de 2011, l'investissement en produits du BTP (logements, bâtiments, travaux publics) est estimé en baisse de 1,4 % en volume (+ 1,6 % en valeur).

La baisse d'activité dans le BTP concerne essentiellement les travaux publics, le logement restant malgré tout bien orienté. Le nombre de logements neufs certifiés par le Consuel augmente de 8 %.

■ Graphique 1- Taux de croissance en volume à La Réunion et en France



(e) : Estimation.

Source : Insee, comptes nationaux ; comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 ; Cerom, comptes rapides 2008-2012.

■ Tableau 1 - Le PIB à La Réunion et ses principales composantes en 2012

	2012 <sup>(e)</sup> (en milliards d'euros)	Évolution 2012/2011 en %		
		Volume	Prix	Valeur
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>16,32</b>	<b>0,7</b>	<b>1,8</b>	<b>2,4</b>
Consommation des ménages	9,92	2,0	1,1	3,1
Consommation des administrations publiques	6,28	0,7	1,2	1,9
Investissement <sup>1</sup>	3,51	1,3	2,4	3,8
Importations de biens <sup>1</sup>	4,65	-0,5	3,1	2,5
Exportations de biens	0,31	2,7	4,1	6,9
Dépense des touristes	0,31	-9,9	1,5	-8,6

Source : Cerom, comptes rapides.

1. Hors avions lourds.

(e) : Estimation.

### Des échanges avec l'extérieur en demi-teinte

Après une très bonne année 2011, la fréquentation touristique est décevante. Le nombre de touristes accueillis sur l'île recule de 5 % malgré la stabilité du tourisme affinitaire (visite famille, amis). Les dépenses des touristes sur l'île chutent de 9 % en 2012.

Les exportations poursuivent leur croissance. Leur montant progresse de 6,9 % en valeur après + 1,9 % en 2011. Les montants des exportations de sucre et de produits de la pêche augmentent chacun de 2 %.

Le montant des importations diminue de 2,5 % en valeur. Hors avions, il augmente de 2,5 %. Mais leur prix s'est apprécié en moyenne de 3,1 % sous l'effet notamment de la hausse du carburant et du charbon. De ce fait, les importations hors avions baissent de 0,5 % en volume. Les importations de biens intermédiaires sont particulièrement touchées (- 8,2 % en valeur) et renvoient un signe négatif sur l'activité des entreprises en 2012 et éventuellement en 2013.

### Une croissance insuffisante pour enrayer la demande d'emploi

L'emploi salarié marchand augmente de 1,9 % après + 3,0 % en 2011. Sous la pression du flux d'entrants sur le marché du travail et du tassement de la croissance économique, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A continue d'augmenter (+ 8,8 % sur 12 mois), à un rythme plus élevé qu'en 2011 (+ 5,5 %).

Le taux de chômage s'établit à 28,5 % à la fin du premier trimestre 2012. ■

Michel BRASSET, Insee

### Deux façons de mesurer les évolutions

Du fait de la hausse des prix, la monnaie se déprécie au cours du temps. Pour rendre compte d'une évolution mesurant des montants, l'effet est corrigé en distinguant les évolutions en « valeur » (évaluées à prix courants, sans correction de l'effet de l'inflation) et les évolutions en « volume », qui intègrent une correction éliminant l'effet de l'inflation. Les évolutions « en volume » sont aussi dites « à prix constants » ou « hors inflation ».

En 2012, le PIB augmente de 0,7 % en volume et de 2,4 % en valeur.

Les prix utilisés pour calculer une évolution en volume sont ceux de l'indice des prix pour chaque poste (ou produit). L'indice des prix à la consommation des ménages, publié régulièrement par l'Insee, est calculé sur une structure de consommation des ménages qui lui est propre (panier de la ménagère). Dans les comptes, l'indice des prix n'a pas exactement la même structure, ce qui explique que les deux mesures d'inflation diffèrent.

En 2012, l'inflation de la consommation des ménages mesurée dans les comptes est de 1,1 %. Elle est de 0,9 % dans l'indice des prix à la consommation des ménages publié régulièrement.

# L

## Le ralentissement de l'inflation redonne du pouvoir d'achat aux ménages

Le revenu disponible brut des ménages (RDBM<sup>1</sup>) progresse en valeur de 3,2 % après 3,5 % en 2011 (tableau 1). L'inflation ayant été plus faible en 2012, le RDBM à prix constants (volume) augmente plus rapidement qu'en 2011 (+ 2,3 % après + 1,1 %). Malgré l'augmentation de la population, le pouvoir d'achat par habitant progresse à nouveau (+ 1,2 %), après trois années très faibles et même un recul en 2011 (- 0,3 %) (graphique 1).

L'évolution est plus favorable qu'au niveau national, où le revenu disponible brut des ménages ralentit fortement en valeur (+ 0,9 % après + 2,7 % en 2011). Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale des ménages français continue de progresser à un rythme proche de celui de 2011 (+ 1,9 % après + 2,1 %). En conséquence, le pouvoir d'achat du revenu disponible recule (- 0,9 %, après + 0,7 %). Le pouvoir d'achat par personne (RDBM en volume par habitant) baisse de 1,4 %. C'est la plus forte baisse au niveau national depuis 1984.

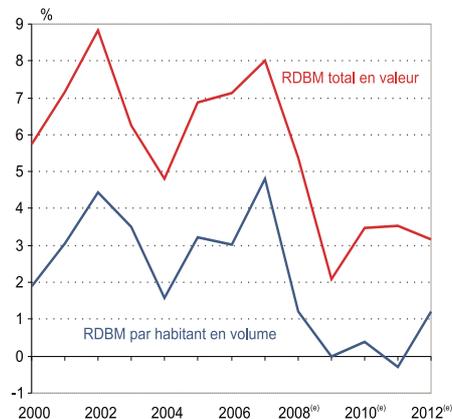
### La masse salariale progresse moins vite

La masse salariale distribuée par les entreprises des secteurs marchands (hors agriculture et pêche) augmente en valeur de 4,0 % en 2012 après + 5,2 % en 2011. Elle progresse plus rapidement dans les services, en particulier les services aux entreprises, dans les industries agroalimentaires et dans l'hébergement et la restauration, du fait notamment d'une forte hausse des effectifs salariés. Y compris le secteur non marchand, la masse salariale augmente de 2,8 %.

Les prestations sociales hors allocations logement et remboursements de sécurité sociale (en espèces) constituent une part importante des revenus à La Réunion : elles représentent près de 30 % des revenus des ménages réunionnais. Elles progressent de 4,9 % en 2012 et dépassent pour la première fois les 3 milliards d'euros.

Les prestations distribuées par la CAF augmentent de 3,1 % pour atteindre 1,25 milliard d'euros. Cette augmentation est en retrait après la forte hausse de 2011 (+ 8 %). La CAF reste néanmoins très largement le principal émetteur des prestations sociales en espèce.

■ Graphique 1- Évolution du revenu disponible brut des ménages



(e) : Estimation.

Source : Insee, comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 ; Cerom, comptes rapides 2008-2012.

<sup>1</sup> Le revenu disponible brut des ménages est constitué des revenus d'activité perçus (salaires et revenus des non salariés), des prestations sociales versées, du solde des revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que du solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

Le revenu de solidarité active (RSA), inclus dans les prestations CAF, est en vigueur dans les départements d'outre-mer depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Il se substitue notamment au revenu minimum d'insertion (RMI) et à l'allocation de parent isolé. Le montant du RSA (Socle, Socle et Activité, Activité seul) versé en 2012 augmente de 3,4 % et atteint 543 millions d'euros. Courant 2012, 103 000 personnes sont allocataires du RSA.

### Forte poussée des prestations chômage

Les montants versés par l'assurance chômage atteignent un nouveau record. Avec une augmentation de 9,1 %, ils culminent à 534 millions d'euros. Cette hausse résulte de la dégradation du marché du travail, avec plus de 12 000 demandeurs d'emploi supplémentaires en 2012. Alors qu'il s'était stabilisé en 2011, le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés s'accroît de 8,2 %.

Le revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA) complète les revenus bruts mensuels inférieurs ou égaux à 1,4 Smic. Des conditions d'attribution plus restrictives font chuter les montants distribués. Ainsi, 54 millions d'euros ont été versés en 2012, soit une baisse de 29 % par rapport à 2011.

Le montant des retraites versé en 2012 poursuit sa forte croissance (+ 7,2 % après 7,1 % en 2011). Il atteint 1,25 milliard d'euros en 2012.

### La consommation des ménages augmente de 2 % à prix constants

La consommation des ménages augmente de 3,1 % en valeur et de 2,0 % en volume. Elle avait progressé plus fortement en valeur en 2011 (+ 3,3 %), mais l'inflation avait été plus marquée. L'augmentation en volume n'était que de + 1,2 %.

La structure de la consommation peut être approchée par les importations de biens. Les importations de biens non durables sont restées dynamiques (+ 5,5 % en valeur), en particulier les produits des industries agro-

■ Tableau 1 - Évolution du revenu disponible brut des ménages en %

	Total		Par habitant	
	En valeur	En volume	En valeur	En volume
2011-2012 <sup>e</sup>	3,2	2,3	2,1	1,2
2010-2011 <sup>e</sup>	3,5	1,1	2,1	-0,3
France 2011-2012	0,9	-0,9	0,4	-1,4

(e) : Estimation.

Source : Cerom, comptes rapides.

alimentaires (+ 8 %). Les importations de savons, produits d'entretiens et parfums progressent de 10 % et les produits pharmaceutiques, qui représentent 18 % des importations de biens de consommation non durables, augmentent plus modestement (+ 3 %). Les produits de l'industrie textile et de l'habillement sont stables.

Les importations de biens de consommation durables progressent de 1,2 %, avec de fortes variations selon les produits. Les importations de véhicules de tourisme augmentent (+ 5 %), de même que les meubles (+ 2 %). Les importations d'équipements électriques d'une part, et de produits informatiques, électroniques et optiques (hors ordinateurs) d'autre part, chutent respectivement de - 9 % et - 17 %.

Enfin, les importations d'énergie (carburant, charbon) progressent sensiblement (+ 7,2 %) du fait de leur renchérissement. Leur prix ayant augmenté de près de 10 %, les importations d'énergie reculent en volume. ■

Cédric RÉALE, Michel BRASSET, Insee



# D

## eux fois moins d'inflation à La Réunion qu'en France

À La Réunion, les prix à la consommation des biens et services augmentent en moyenne de 0,9 % entre 2011 et 2012, soit deux fois moins qu'en France (+ 2,0 %). Sur les quinze dernières années, l'inflation a toujours été plus forte à La Réunion qu'en France, à quelques exceptions près (2003, 2004, 2007 et 2012). L'inflation ralentit fortement en 2012, à un niveau trois fois plus faible qu'en 2011 (+ 2,5 %). Elle est à son niveau le plus bas depuis 13 ans à l'exception de 2009 (*graphique 1*).

En 2012, près de 95 % de l'inflation est portée par deux postes de consommation, l'alimentation et les services (*tableau 1*). Néanmoins, la contribution des services à l'inflation a diminué (0,4 point après 0,9 point en 2011).

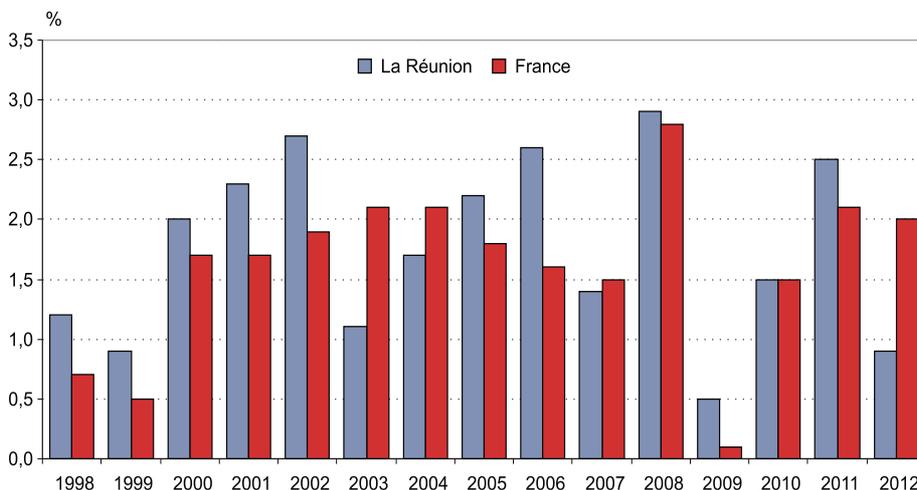
### Renchérissement des prix de l'alimentation

En 2012, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 2,7 %, sous l'effet notamment de la hausse des prix des produits alimentaires (+ 2,2 %), des boissons non alcoolisées (+ 4,6 %) et des boissons alcoolisées (+ 4,0 %).

La hausse des prix des produits frais ralentit fortement (+ 0,6 % après + 3,2 % en 2011), sous l'effet d'une baisse des prix des légumes frais (- 1,3 %).

Hors produits frais, la hausse des prix de l'alimentation se renforce (+ 3,0 % après + 2,5 % en 2011). Le pain et les céréales augmentent notamment de 3,9 %.

■ Graphique 1 - Les prix ont peu augmenté en 2012  
(variation des prix en moyenne annuelle)



Source : Insee, indices des prix à la consommation.

■ Tableau 1 - Indices des prix : moyennes annuelles et contributions à l'inflation

Regroupements	Pondérations 2012	Variation des moyennes annuelles de 2011 à 2012 en %		Contributions à l'inflation à La Réunion en 2012	
		La Réunion	France entière	en point	en %
<b>Ensemble</b>	<b>10 000</b>	<b>0,9</b>	<b>2,0</b>	<b>0,9</b>	<b>100</b>
<b>Alimentation hors tabac</b>	<b>1 754</b>	<b>2,7</b>	<b>3,0</b>	<b>0,5</b>	<b>52,6</b>
Produits frais	189	0,6	5,2	0,0	1,2
Alimentation hors produits frais	1 565	3,0	2,7	0,5	52,5
<b>Tabac</b>	<b>122</b>	<b>9,4</b>	<b>6,2</b>	<b>0,1</b>	<b>12,7</b>
<b>Produits manufacturés</b>	<b>3 230</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>-0,1</b>	<b>-8,5</b>
Habillement et chaussures	698	-2,6	2,2	-0,2	-20,1
Produits de santé	109	-0,1	-2,5	0,0	-0,1
Autres produits manufacturés	2 423	0,4	1,1	0,1	11,6
<b>Énergie dont</b>	<b>782</b>	<b>0,1</b>	<b>5,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,6</b>
Produits pétroliers	523	-1,9	5,8	-0,1	-11,3
<b>Services</b>	<b>4 112</b>	<b>0,9</b>	<b>1,6</b>	<b>0,4</b>	<b>42,6</b>
Loyer, eau et enlèvement des ordures	1 002	2,8	2,0	0,3	31,0
Services de santé	172	0,6	0,9	0,0	1,1
Transports et communications	991	-2,0	-3,7	-0,2	-22,3
Autres services	1 947	1,5	2,7	0,3	32,8
<b>Ensemble hors énergie</b>	<b>9 218</b>	<b>0,9</b>	<b>1,6</b>	<b>0,9</b>	<b>99,4</b>
<b>Ensemble hors tabac</b>	<b>9 878</b>	<b>0,8</b>	<b>1,9</b>	<b>0,8</b>	<b>87,2</b>

Source : Insee, indices des prix à la consommation.

### Moins d'inflation dans les services

Les Réunionnais consacrent 41 % de leur budget aux services. Leurs prix augmentent de 0,9 % en 2012, soit deux fois moins qu'en 2011. Ce ralentissement s'explique par la baisse marquée des prix des services de communications (-3,4 %) et des services financiers (-10,7 %). Mais les prix du poste « loyer, eau et ordures ménagères » progressent (+2,8 % après +3,0 % en 2011). Comptant pour 10% des dépenses de consommation, il contribue ainsi au tiers de l'inflation totale. Les prix des services de santé augmentent modérément (+0,6 % en 2012).

### Stabilité des prix de l'énergie

Après avoir fortement augmenté en 2011 (+11,4 %), les prix de l'énergie sont stables (+0,1 %), alors qu'ils continuent de croître en France (+5,2 %). Deux effets se compensent. Les prix de l'électricité et des carburants augmentent respectivement de 4,3 % et 3,2 %. A contrario, le prix de la bouteille de gaz chute en moyenne de 22,3 % suite aux accords sociaux entrés en application en mars 2012. Cette chute se répercute sur le budget global consacré à l'énergie. Les dépenses d'énergie représentent en moyenne 8 % des achats des ménages réunionnais.

### Baisse des prix des produits manufacturés

Les prix des produits manufacturés diminuent en moyenne de 0,2 % en 2012. Ils pèsent pour un tiers des dépenses des Réunionnais et contribuent ainsi au ralentissement de l'inflation (- 0,1 point).

La baisse des prix de l'habillement et chaussures s'est accélérée en 2012 (- 2,6 % après - 0,8 % en 2011) et les prix des autres produits manufacturés augmentent plus modérément (+ 0,4 % en 2012 après + 0,7 % en 2011). Ce ralentissement aurait été plus marqué sans le renchérissement de 6,3 % des produits d'entretien et de réparation courante du logement.

Le prix du tabac s'envole une nouvelle fois de 9,4 %, après une hausse de 7,7 % en 2011. Mais le tabac représente moins de 1 % du budget moyen d'un ménage. L'impact de la hausse sur l'inflation est limité (+ 0,1 point).

### Les prix augmentent plus vite pour les ménages les plus modestes et les personnes seules

Si les prix augmentent en moyenne de 0,9 % pour l'ensemble des Réunionnais, certaines catégories de ménages sont plus touchées par l'inflation.

Des postes de dépenses, qui ont une place prépondérante dans leur budget comparativement à la moyenne des Réunionnais, augmentent plus vite que l'inflation.

Les 10 % des ménages les plus pauvres sont les plus touchés (1,2 % d'inflation). Ils sont pénalisés par leurs dépenses en pain, alcool ou tabac, qui ont un poids proportionnellement plus élevé dans leur budget. Comme les personnes seules, ils sont également pénalisés par leurs dépenses de logement (loyer, eau, électricité et charges). Les ménages les plus modestes profitent peu de la baisse des prix des vêtements et des meubles, puisqu'ils en consomment moins que la moyenne des ménages réunionnais. Les couples avec deux enfants (1,1 % d'inflation en 2012) sont quant à eux désavantagés par leurs dépenses en réparation de logement.

À l'inverse, pour les ménages les plus âgés (personne de référence de 60 ans ou plus), l'inflation en 2012 est moins forte (+ 0,7 %) que pour l'ensemble des Réunionnais. Ils consomment une part plus importante de leur budget en gaz (*voir encadré*) et en transports aériens, dont les prix ont diminué. De surcroît, la hausse des prix des carburants et du tabac a eu un faible impact pour eux du fait d'une consommation moins importante en proportion du budget. ■

Philippe PAILLOLE, Sylvain QUENUM, Insee

### Forte baisse du prix du gaz

En 2012 le prix de la bouteille de gaz a chuté de 22,3 %.

Cette baisse a profité tout particulièrement aux catégories dont ce poste de dépense occupe une part importante de leur budget : ouvriers, agriculteurs, familles monoparentales, familles nombreuses ainsi que les personnes les plus âgées. La baisse du prix de gaz a eu un impact limité pour les personnes seules.



# Les minima sociaux toujours en hausse

En 2012, 155 660 allocataires ont bénéficié d'une prestation considérée comme minimum social (*tableau 1*). Le nombre d'allocataires a progressé de 3,5 % en un an, plus rapidement que la population réunionnaise sur la même période (+ 1,4 % en moyenne entre 1999 et 2012). Après quelques années de baisse ou de relative stabilité (2007-2010), et une année 2011 déjà en forte croissance (+ 4,2 %), le niveau record est une nouvelle fois dépassé. Depuis 2010, le nombre d'allocataires de minima sociaux a augmenté de 7,8 %, soit 11 000 personnes supplémentaires (*graphique 1*).

Le montant des allocations versées atteint 885 millions d'euros en 2012. Il est en augmentation de 6,7 % sur un an, du fait de l'augmentation du nombre d'allocataires et de la revalorisation des prestations.

Le nombre d'allocataires augmente quelle que soit la prestation, à l'exception de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) et du revenu de solidarité (RSO).

Le nombre d'allocataires au régime de solidarité chômage augmente fortement en 2012 (+ 10,0 %), après un bond de + 16,0 % en 2011. Il s'agit principalement de l'allocation

spécifique de solidarité (ASS), qui est versée aux demandeurs d'emploi non indemnisés (*voir encadré*). De nombreux demandeurs d'emploi au chômage depuis 2009-2010 suite à la crise n'ont en effet pas retrouvé d'emploi et ne bénéficient plus de l'assurance chômage. De plus, le chômage des seniors s'accroît et ils ont souvent plus de difficultés à retrouver un emploi. Entre 2009 et 2012, la proportion de 50 ans ou plus parmi les demandeurs d'emploi s'est accrue de cinq points, pour s'établir à 17,3 % en 2012.

Le revenu de solidarité active (RSA socle seulement ou socle et activité) reste de loin le minimum social le plus distribué. Il concerne 90 300 personnes, dont 82 500 pour le RSA socle seulement. Le nombre d'allocataires a augmenté de 4,7 % en 2012 à La Réunion et de 6,2 % en France métropolitaine. La prestation a été revalorisée au 1<sup>er</sup> janvier 2012 (+ 1,7 %) pour tenir compte des prévisions d'inflation. Elle atteint 475 euros pour une personne seule sans aide au logement. Le montant total distribué au titre du RSA (socle, socle et activité) croît de 6,0 % en 2012.

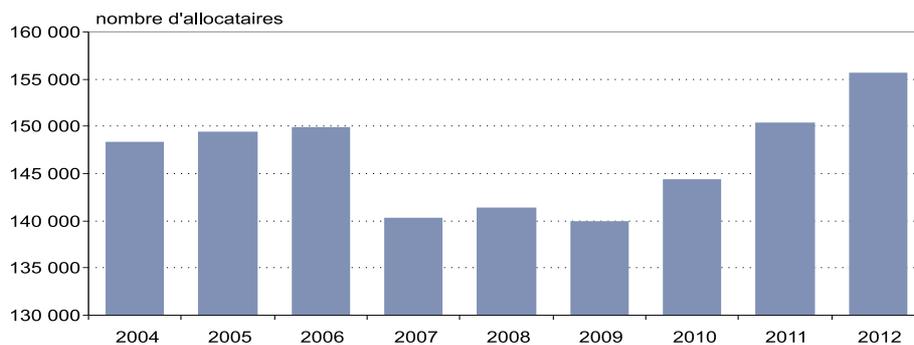
Le nombre d'allocataires de l'allocation adulte handicapé (AAH) est toujours en forte

■ Tableau 1 - Allocataires de minima sociaux : + 3,5 % en 2012

	Allocataires au 31/12		Montants versés (millions d'euros)	
	2012	Variation 2012/2011 (%)	2012	Variation 2012/2011 (%)
<b>Ensemble des prestations<sup>1</sup> dont :</b>	155 660	3,5	885,4	6,7
RSA socle + RSA socle et activité dont :	90 320	4,7	487,6	6,0
- RSA socle seulement	82 510	4,0	nd	nd
- RSA socle et activité	7 810	6,4	nd	nd
Allocation chômage du régime solidarité dont :	16 970	10,0	95,9	13,2
- Allocation de solidarité spécifique (ASS)	16 700	10,6	94,8	13,3
Allocation aux adultes handicapés (AAH)	14 490	8,1	121,3	14,5
Allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa)	27 240	-3,2	140,8	3,3
Revenu de solidarité (RSO)	6 290	-7,8	38,4	-6,3

1. Un allocataire peut cumuler plusieurs prestations et certaines allocations ne sont pas détaillées dans ce tableau. C'est pourquoi la somme des allocataires pour chacune des allocations est différente du total des allocataires. (nd : non disponible).  
Sources : Caisse des dépôts et consignations de Bordeaux ; CAF Réunion ; Pôle emploi ; CGSS.

■ Graphique 1 - Allocataires de minimas sociaux : nouveau record en 2012



Sources : Caisse des dépôts et consignations de Bordeaux ; CAF La Réunion ; Pôle emploi ; CGSS.

augmentation (+ 8,1 %, soit 1 000 allocataires supplémentaires). La réforme sur cinq ans amorcée en 2008 et visant à augmenter de 25 % l'allocation s'achève en 2012. Revalorisé en avril de 2,20 % puis de 2,19 % en septembre, le montant de l'AAH passe de 744 euros en début d'année à 777 euros en fin d'année.

Les allocataires du revenu de solidarité (RSO) sont moins nombreux en 2012 (- 7,8 %). La baisse s'explique en partie par le recul de l'âge minimum pour en bénéficier : il est passé de 50 ans à 55 ans au moment de la mise en place du RSA. Spécifique aux DOM, le RSO permet d'accéder à un revenu amélioré de 492 euros jusqu'à la

retraite, sous réserve que l'allocataire s'engage à quitter le marché de l'emploi et de l'insertion. Son montant a été revalorisé de 1,7 % en 2012.

Le nombre de bénéficiaires de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) recule de nouveau grâce à l'amélioration des droits acquis dans les régimes de retraite. L'Aspa concerne désormais 27 000 personnes, en diminution de 3,2 % en un an. Le montant maximum de l'Aspa pour une personne seule s'élève à 777 euros par mois au 1<sup>er</sup> avril 2012, en augmentation de 4,7 %. ■

Stéphanie LIEUTIER, Insee

### L'allocation spécifique de solidarité (ASS)

L'ASS est ouverte aux :

- travailleurs privés d'emploi qui ont épuisé leurs droits à l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) ou à la rémunération de fin de formation (RFF ou R2F),
- bénéficiaires de l'ARE, âgés d'au moins 50 ans, qui choisissent cette allocation, si son montant est supérieur à celui de l'ARE,
- artistes non salariés, non bénéficiaires de l'assurance chômage.

Le montant de l'ASS est journalier. Il s'élève à 15,90 euros par jour et à 477 euros pour un mois de 30 jours. Le montant dépend des ressources du bénéficiaire. Elle est versée par Pôle emploi. Pour bénéficier de l'ASS, les demandeurs d'emploi ne doivent pas avoir atteint l'âge légal de départ à la retraite (ou l'âge requis pour bénéficier automatiquement d'une retraite à taux plein lorsqu'ils ne remplissent pas les conditions pour en bénéficier à leur départ à la retraite).

Le demandeur doit justifier de 5 ans d'activité salariée (à temps plein ou à temps partiel) au cours des 10 ans précédant la fin du contrat de travail à partir de laquelle il a bénéficié de l'assurance chômage.

À La Réunion, 10 100 allocataires ont perçu l'ASS en 2010, 15 100 en 2011 et 16 700 en 2012.

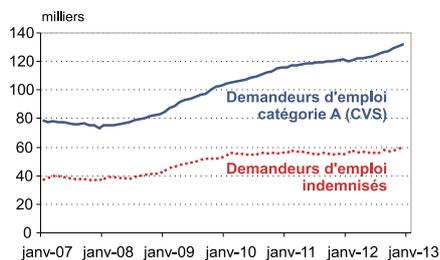


## Des demandeurs d'emplois toujours plus nombreux

Fin 2012, 132 500 Réunionnais sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A, c'est-à-dire en recherche d'emploi, disponibles et sans aucune activité. Ce nombre a augmenté de 8,8 % par rapport à fin 2011. Depuis janvier 2008, la demande d'emploi est repartie fortement à la hausse. En 2012, elle croît à un rythme mensuel moyen de + 0,8 %, soit deux fois plus rapidement qu'en 2011. En France, la hausse de la demande d'emploi de catégorie A est encore plus accentuée (+ 10 % sur un an). Elle est plus faible en Martinique (+ 4,1 %) et en Guadeloupe (+ 4,6 %), mais plus élevée en Guyane (+ 11,2 %). Le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés augmente de 8,2 % en 2012. Les allocataires « solidarité État » (allocation spécifique de solidarité principalement) croissent plus rapidement (+ 10 %) que les allocataires de l'assurance chômage (+ 7 %) (graphique 1).

Particulièrement touchés par la dégradation du marché du travail, les demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus augmentent de 21,7 % (24 870 fin 2012). Leur nombre a quasiment triplé depuis janvier 2008. Cette forte hausse s'explique en partie par l'arrêt progressif de la dispense de recherche d'emploi (DRE), qui concernait les 55 ans ou plus. La DRE a été supprimée définitivement en janvier 2012.

■ Graphique 1 - Nouvelle accélération de la demande d'emploi



Sources : STMT, Pôle emploi, Dares, Assedic.

La demande d'emploi des hommes (+ 7,3 % en 2012) augmente moins vite que celle des femmes (+ 10,1 %), et ce depuis 2010. En période de chômage de masse, les femmes se portent davantage sur le marché du travail pour compenser d'éventuelles pertes de revenu du ménage.

Malgré la hausse du nombre de demandeurs d'emploi recensés par Pôle emploi, le taux chômage au sens du bureau international du travail (BIT) a diminué entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2011 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2012. Il s'élève à 28,5 % de la population active (personnes en emploi ou au chômage) en 2012, soit 0,9 point de moins qu'en 2011. Bien qu'en baisse de 3,7 points, le chômage des jeunes demeure particulièrement élevé (56,2 %).

La baisse du taux de chômage résulte de l'effet positif d'un grand nombre de contrats aidés au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, mais elle illustre surtout le découragement de nombreux chômeurs. Dans un marché de l'emploi difficile, ils maintiennent leur inscription à Pôle emploi mais n'effectuent plus de démarches actives pour en trouver un. Ils sortent ainsi des statistiques du chômage au sens du BIT et sont considérés comme inactifs. En 2012, 23 % des chômeurs BIT de 2011 sont ainsi devenus inactifs.

Le halo autour du chômage s'est accru dans le même temps de 37 % : 47 000 personnes sans emploi souhaitent travailler mais ne sont pas considérées comme chômeur au sens du BIT. Elles ne font pas de démarches actives de recherche d'emploi, ou ne sont pas immédiatement disponibles pour travailler. ■

Pascale FAUVET, Dieccte

# L

## es services et l'industrie portent la croissance de l'emploi

En 2012, l'emploi salarié marchand augmente en moyenne de 1,9 % à La Réunion, après une bonne année 2011 (+ 3,0 %). C'est la troisième année consécutive de hausse de l'emploi après la chute de 2009. Au niveau national, l'emploi reste stable (- 0,1 %) (tableau 1).

Les services concentrent plus de la moitié des emplois réunionnais (54 %). Ce secteur reste dynamique en 2012 (+ 3,2 %), après deux années de forte croissance (+ 5,1 % en 2011 et + 3,9 % en 2010).

Tous les secteurs bien orientés en 2011 poursuivent leurs embauches. L'emploi aug-

mente plus nettement dans l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale (+ 5,5 %), tout particulièrement dans la santé. Après une très belle année 2011 (+ 8,0 %), l'emploi continue de croître rapidement dans l'hébergement et la restauration (+ 4,7 %), principalement porté par la petite restauration. Par contre, la création d'emploi ralentit dans les associations (+ 1,0 % après + 8,2 % en 2011), suite à une dégradation sur le 2<sup>nd</sup> semestre.

L'emploi se dégrade à nouveau dans les activités immobilières, en lien avec un marché atone (- 0,8 % après - 0,4 % en 2011). Comme en 2011, c'est la seule activité de services qui perd de l'emploi.

■ Tableau 1 - Emploi salarié marchand en 2012 : les services et l'industrie portent la croissance

	Variation au cours du :				Poids dans l'emploi au T4 2012	Variation en moyenne annuelle en %		
	1 <sup>er</sup> trim. 2012	2 <sup>e</sup> trim. 2012	3 <sup>e</sup> trim. 2012	4 <sup>e</sup> trim. 2012		La Réunion		France
						2011/2010	2012/2011	2012/2011
<b>Industrie</b> dont :	<b>-0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>1,7</b>	<b>-0,5</b>	<b>12,1</b>	<b>1,7</b>	<b>2,2</b>	<b>-0,7</b>
- agroalimentaire	-1,3	0,2	4,6	-1,9	4,5	1,5	3,6	-0,8
<b>Construction</b>	<b>3,6</b>	<b>-1,6</b>	<b>-0,2</b>	<b>-6,0</b>	<b>11,6</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,7</b>
<b>Commerce</b>	<b>-2,6</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,3</b>	<b>2,8</b>	<b>22,7</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>
<b>Service marchands</b> dont :	<b>-0,3</b>	<b>1,6</b>	<b>-1,1</b>	<b>0,7</b>	<b>53,6</b>	<b>5,1</b>	<b>3,2</b>	<b>0,1</b>
- transports et entreposage	-0,4	1,6	0,5	-1,0	6,5	2,2	2,3	-0,2
- hébergement et restauration	1,0	0,0	0,0	2,4	5,1	8,0	4,7	1,0
- information et communication	-0,3	2,3	-0,4	1,5	2,2	1,7	1,5	1,0
- activités financières et d'assurance	-0,2	2,0	2,1	-0,6	3,6	2,3	4,2	0,8
- activités immobilières	-0,9	-0,8	-0,7	0,1	1,5	-0,4	-0,8	-0,9
- activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien <sup>1</sup>	-2,9	3,9	-1,7	2,0	14,2	4,6	3,2	-0,8
-dont activités de services administratifs et de soutien <sup>2</sup>	-5,0	-5,9	-3,3	-2,3	9,8	5,0	2,4	-2,5
- enseignement, santé humaine et action sociale	1,3	0,7	0,8	0,7	12,2	6,1	5,5	1,0
- autres activités de services <sup>3</sup>	0,9	0,3	-5,7	-0,9	8,3	8,2	1,0	-0,1
<b>Ensemble</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,2</b>	<b>100,0</b>	<b>3,0</b>	<b>1,9</b>	<b>-0,1</b>

1. Les activités scientifiques et techniques regroupent les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle, de recherche de développement et d'analyses techniques.

2. Les activités de services administratifs et de soutien regroupent les activités d'intérim, les agences de voyage, la location et la sécurité.

3. Les autres activités de services sont majoritairement composées des activités des organisations associatives.

Elles comportent également les activités d'arts et spectacles ou récréatives et d'autres services personnels.

Source : Bordereaux URSSAF, traitement Insee Epure.



# Emploi

Au niveau national, l'emploi est stable dans les services. Il augmente dans le secteur de l'enseignement, santé humaine et action sociale (+ 1,0 %), compensant les pertes enregistrées dans les activités de services administratifs et de soutien (- 2,5 %). Les activités immobilières se replient également (- 0,9 %), ainsi que les transports et entreposage (- 0,2 %)

Dans l'industrie, la création d'emploi se poursuit à La Réunion (+ 2,2 % après + 1,7 % en 2011). L'industrie agroalimentaire réunionnaise bénéficie d'une troisième année consécutive de hausse, avec une accélération en 2012 (+ 3,6 % après + 1,5 % en 2011 et + 2,0 % en 2010). À l'inverse, au niveau national, l'emploi industriel reste en repli (- 0,7 %).

La construction perd des emplois (- 0,5 %) après une légère croissance en 2011 (+ 1,0 %). Le secteur de la construction recule également en France (- 0,7 %).

Dans le commerce, l'emploi est stable pour la deuxième année consécutive (- 0,1 %). Il se maintient également en France (- 0,1 %).

Entre 2007 et 2012, la création d'emploi est beaucoup plus favorable à La Réunion qu'au niveau national : l'emploi augmente de 4,6 % dans la région alors qu'il baisse de 0,2 % en

France (*graphique 1*). Néanmoins, la création d'emploi n'a pas été suffisante sur la période pour réduire le chômage réunionnais structurellement élevé. En effet, dans le même temps, la population active (chômeur ou en emploi) a augmenté de 12 % à La Réunion, soit cinq fois plus vite qu'en France.

## Sur cinq ans, la création d'emploi est portée par les services

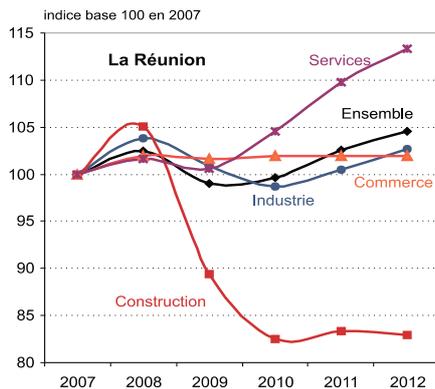
Sur cinq ans, l'augmentation de l'emploi est très largement portée par les services (+ 13,3 %) en partie dynamisés par la croissance de la population (1,1 % par an contre 0,5 % en France). De part son poids dans l'emploi total, la création d'emploi dans les services compense largement la chute de l'emploi dans la construction (- 17 %), particulièrement brutale en 2009 (- 15 % en un an).

Depuis 2007, l'emploi dans le commerce et l'industrie progresse légèrement (respectivement + 1,9 % et + 2,7 %).

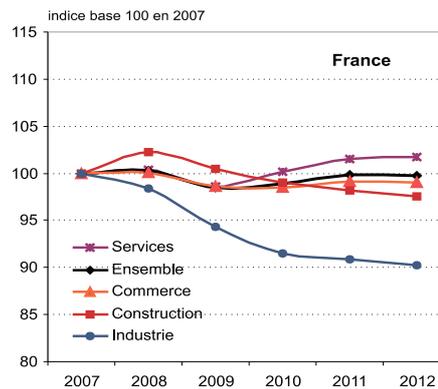
En France sur cinq ans, l'emploi est également porté par les services (+ 1,7 %). Tous les autres secteurs sont en repli, particulièrement l'industrie (- 9,8 %). Toutefois, le secteur de la construction subit beaucoup moins la crise qu'à La Réunion (- 2,5 % contre - 17 %). ■

Jean-Noël ARNOUX, Insee

■ Graphique 1 - La croissance de l'emploi se poursuit à La Réunion grâce aux services



Source : Bordereaux Urssaf, traitement Insee Epure.



# Nouvelle hausse des contrats aidés en 2012

En 2012, 29 168 contrats aidés ont été signés à La Réunion, soit une hausse de 3,6 % par rapport à 2011. Le nombre de contrats aidés du secteur marchand est en forte hausse de 44 %, soit près de 1 000 contrats supplémentaires en un an. Cette hausse fait suite à une année de forte baisse, les contrats du secteur marchand ayant diminué de 27 % entre 2010 et 2011. Les contrats aidés du secteur non marchand sont prédominants mais stables en 2012 (-0,1 %). Mis en place au 31 octobre, les emplois d'avenir sont encore rares, moins d'une dizaine ayant été signés en 2012 (voir encadré).

Les femmes sont majoritaires parmi les bénéficiaires des contrats aidés non marchands (53 %). Les seniors, âgés de 50 ans ou plus, représentent 13 % des contrats. Les contrats aidés non marchands s'adressent particulièrement aux personnes sans diplôme, la moitié des bénéficiaires ayant un niveau de formation inférieur au CAP-BEP.

Les bénéficiaires des contrats aidés marchands sont plus souvent des hommes (63 %). Un quart des contrats ont été signés par des jeunes de moins de 25 ans et 9 % par des seniors.

Ces deux catégories sont mieux représentées en 2012. Le niveau de formation des bénéficiaires est relativement élevé, seulement 28 % d'entre eux ayant un niveau inférieur au CAP-BEP, contre 38 % pour l'ensemble des demandeurs d'emploi.

Les collectivités territoriales et les associations sont les principaux recruteurs. Elles ont signé chacune 42 % des contrats. La part des établissements publics recule : 16 % des recrutements contre 21 % en 2011. ■

Pascale FAUVET, Dieccte

■ Tableau 1 - Hausse du nombre de contrats aidés signés

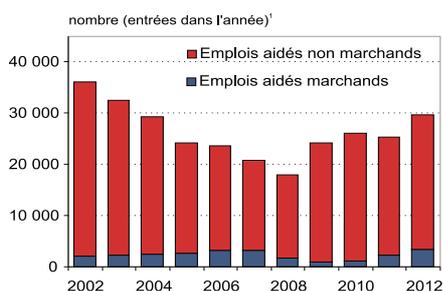
Contrats signés dans l'année	nombre de contrats		
	2011	2012 <sup>(p)</sup>	2012/2011 en %
Secteur marchand (CAE-DOM)	2 351	3 390	44,2
Secteur non marchand (CUI-CAE)	25 802	25 778	-0,1
<b>Total</b>	<b>28 153</b>	<b>29 168</b>	<b>3,6</b>

Source : ASP - Traitement SESE.

1. Y compris renouvellements.

(p) provisoire.

■ Graphique 1- Beaucoup d'entrées en contrats aidés en 2012



Source : ASP, traitement SES.

1. Le nombre d'entrées dans l'année diffère du nombre de contrats signés. Un contrat signé en décembre peut en effet entrer réellement dans le dispositif en janvier de l'année suivante.

## Les emplois d'avenir

Les emplois d'avenir sont entrés en vigueur le 31 octobre 2012. Ces emplois prennent la forme d'un CUI-CAE (contrat d'accompagnement à l'emploi) ou d'un CAE DOM (contrat d'accès à l'emploi) associé à un CDI ou un CDD de trois ans à temps complet. Ils s'adressent aux jeunes de 16 à 25 ans sans emploi, sans qualification ou peu qualifiés, aux jeunes de moins de 30 ans bénéficiant de la reconnaissance de qualité de travailleur handicapé (RQTH) pas ou peu qualifiés et, à titre exceptionnel, aux jeunes ayant commencé des études supérieures et rencontrant des difficultés particulières d'insertion (DOM, zones urbaines sensibles, zones de revitalisation rurale). Un suivi personnalisé professionnel, et le cas échéant social, est assuré auprès du jeune pendant le temps de travail.



# L

## a création d'entreprises recule à nouveau

**E**n 2012, 6 800 entreprises ont été créées à La Réunion. Les créations d'entreprises reculent pour la seconde année consécutive (- 11 %), après une baisse de 6 % en 2011. Au niveau national, les créations d'entreprises sont stables, soutenues par les auto-entreprises (+ 5 %).

La chute de la création d'entreprises de production électrique dans le photovoltaïque se poursuit en 2012. Seulement une dizaine d'entreprises ont vu le jour dans ce secteur, contre 420 en 2011 et 880 en 2010. Hors entreprises de production d'électricité, le nombre de créations diminue de 6 % en 2012.

Le taux de création<sup>1</sup> diminue également de deux points pour atteindre 15 %, comme en France. La Réunion se situe désormais au neuvième rang des régions françaises, en recul de six places en un an.

La création se replie dans la plupart des grands secteurs d'activité. En premier lieu, elle chute dans l'industrie (- 53 %), conséquence de l'arrêt du « boom » photovoltaïque. Hors production d'électricité, la baisse dans l'industrie demeure importante (- 10 %).

La construction se replie une nouvelle fois en 2012 (- 8 %) après la baisse de 2011 (- 10 %).

De même, les créations diminuent dans le

secteur du commerce (- 11,5 %) et dans la restauration (- 9 %). À l'inverse, la création d'entreprises progresse fortement dans l'hébergement (47 créations contre 32 en 2011). Le transport terrestre se replie légèrement : 70 entreprises ont été créées en 2012 contre 74 en 2011. La baisse est tout de même moins forte qu'entre 2010 et 2011 (- 25 %). La création recule également dans l'entreposage, passant de 50 entreprises créées en 2011 à 37 entreprises en 2012. Cette baisse fait suite à deux années de forte progression (+ 53 % en 2010 et + 35 % en 2011). Seul le secteur des autres services<sup>2</sup> reste stable.

En 2012, les créations d'auto-entreprises représentent 36 % de l'ensemble des créations (+ 1,7 point en un an). La Réunion reste au dernier rang des régions françaises pour la part d'auto-entreprises, juste derrière les Antilles et la Guyane. Sur l'ensemble de la France, 56 % des créations sont des auto-entreprises, en augmentation de 2,8 points.

Près de 96 % des entreprises se créent sans salarié à La Réunion. Lorsqu'elles en ont au moins un, la moyenne est de 3,2 salariés. ■

Fabrice MICHAÏLESCO, Insee

■ Tableau 1 - Créations d'entreprises : presque tous les secteurs en baisse

	Nombre			%			
	2010	2011	2012	Variation		Part auto-entreprises 2012	Taux de création <sup>1</sup> 2012
				2012/2011	2011/2010		
Industrie	1 290	880	412	-53,2	-31,8	47,3	8,7
Construction	994	892	819	-8,2	-10,3	34,3	13,7
Commerce, réparation automobiles	2 143	2 121	1 877	-11,5	-1,0	30,1	16,2
Transports et entreposage	127	124	107	-13,7	-2,4	19,6	6,5
Hébergement, restauration	511	558	528	-5,4	9,2	25,4	18,3
Autres services <sup>2</sup>	3 068	3 062	3 064	0,1	-0,2	41,9	17,6
<b>Ensemble</b>	<b>8 133</b>	<b>7 637</b>	<b>6 807</b>	<b>-10,9</b>	<b>-6,1</b>	<b>36,4</b>	<b>15,4</b>

Source : Insee, Sirene.

Champ : secteur marchand non agricole.

1. Nombre de créations 2012 rapporté au stock au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

2. Information et communication, activités financières ou immobilières, activités spécialisées, scientifiques et techniques, administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale.



# R ecul des importations à destination des entreprises

Plus de 4,6 milliards d'euros de biens ont été importés en 2012 à La Réunion. Les produits de consommation non durables, tels que les denrées alimentaires, les boissons ou le tabac, sont prépondérants (29 %). Les biens d'équipements, comme par exemple les automobiles, représentent 25 % des importations (tableau 1). Plus de la moitié des importations proviennent de France métropolitaine. En valeur et en incluant les avions (233 millions d'euros en 2011), les importations diminuent de 2,5 %. Hors avions, dont l'achat a un caractère exceptionnel, elles augmentent de 2,5 %. Parallèlement, près de 310 millions d'euros de biens ont été exportés, la France métropolitaine restant le premier client de La Réunion avec un tiers des exportations. Le montant des exportations augmente de 6,9 % grâce au sucre, au rhum, et aux produits de la pêche.

## Les importations d'automobiles reprennent

Les importations de biens d'équipement et d'énergie sont celles qui augmentent le plus. Les biens intermédiaires, à destination des entreprises, reculent sensiblement (-8%).

Hors avions lourds, les importations de biens d'équipement augmentent de 7 %, du fait notamment du dynamisme du marché de l'automobile à La Réunion. Le montant des importations d'automobiles augmente ainsi de près de 9 %. Les véhicules de tourisme sont largement majoritaires avec 70 % des importations automobiles.

Deux thoniers achetés au Vietnam contribuent également à l'augmentation des importations de biens d'équipements.

■ Tableau 1 - Importations : forte hausse de l'automobile et des produits alimentaires

	2012 <sup>2</sup> (millions d'euros)	Part (en %)	Évolution 2012/2011 (en %)
<b>Total des importations</b> dont :	<b>4 652</b>	<b>100,0</b>	<b>-2,5</b>
- hors avions lourds <sup>1</sup>	4 652	100,0	2,5
<b>Produits agricoles, sylvicoles</b>	<b>107</b>	<b>2,3</b>	<b>5,3</b>
<b>Biens d'équipement</b> dont :	<b>1 168</b>	<b>25,1</b>	<b>-11,5</b>
- hors avions lourds <sup>1</sup>	1 168	25,1	7,4
Industrie automobile	501	10,8	8,6
Machines et équipements	266	5,7	3,6
Informatique, électronique et optique	195	4,2	-9,2
<b>Biens de consommation durables</b>	<b>242</b>	<b>5,2</b>	<b>-3,3</b>
<b>Biens de consommation non durables</b> dont :	<b>1 366</b>	<b>29,4</b>	<b>5,5</b>
Denrées alimentaires, boissons, tabac	684	14,7	8,0
<b>Biens intermédiaires</b> dont :	<b>984</b>	<b>21,1</b>	<b>-8,2</b>
Métallurgie	110	2,4	-1,0
<b>Énergie</b>	<b>712</b>	<b>15,3</b>	<b>6,4</b>
<b>Autres produits</b>	<b>75</b>	<b>1,6</b>	<b>11,8</b>

Source : Douanes.

(p) provisoire.

1. Il n'y a pas eu d'achat d'avion en 2012, contrairement à 2011.



A *contrario*, les importations de produits informatiques, électroniques ou optiques reculent nettement (- 9 %) en raison notamment de la chute des installations photovoltaïques dans le département.

L'importation de biens de consommation non durables augmente (+ 6 %) portée par les importations de denrées alimentaires, de boisson et de tabac (+ 8 %). Les produits agroalimentaires représentent 15 % des importations, dont 3 % pour les produits à base de viande.

Le montant des importations de carburant et de charbon augmente de 6 % en 2012, dont + 7 % pour le carburant seul. Mais l'importation de carburant diminue en volume. La hausse des importations résulte de son prix qui s'est apprécié de près de 10 % en 2012. Le carburant pèse pour 14 % dans les importations réunionnaises.

L'importation de biens intermédiaires, destinés aux entreprises, diminue de 8 %. Cette baisse témoigne du ralentissement économique qui perdure à La Réunion. En particulier, le montant des importations d'équipements électriques diminue de 37 %.

#### La France métropolitaine fournisseur généraliste, Singapour pour le pétrole

La majorité des importations (54 %) provient de France métropolitaine (*tableau 2*). Les produits importés sont beaucoup plus diversifiés que ceux des autres fournisseurs de l'île. Denrées alimentaires et matériels de transports contribuent à l'augmentation des importations françaises. Le carburant est importé de Singapour, ce qui le place au 2<sup>e</sup> rang des fournisseurs de La Réunion (12 % des importations). La Chine conserve sa 3<sup>e</sup> place, malgré un recul de 3 % du montant des importations, du fait notamment de la baisse des importations de produits destinés au photovoltaïque. L'Union européenne (UE) livre 12 % des produits importés. L'Allemagne est le premier fournisseur européen (3 % du montant des importations), notamment grâce à ses exportations d'automobiles et de matériel électrique vers La Réunion.

■ Tableau 2 - Principaux fournisseurs de La Réunion

	2012 <sup>p</sup> (millions d'euros)	Part (en %)	Évolution 2012/2011 (en %)
<b>Total des importations</b>	<b>4 652</b>	<b>100</b>	<b>-2,5</b>
France métropolitaine	2 510	54	4,2
Îles de l'océan Indien	57	1	12,2
UE hors France dont :	571	12	-5,6
Allemagne	160	3	-28,0
Reste du monde dont :	1 514	33	-11,4
Singapour	540	12	7,2
Chine	296	6	-3,0
Afrique du Sud	120	5	6,5

Source : Douanes.

(p) provisoire.

#### Nouvelle hausse des exportations

Les exportations réunionnaises augmentent de 6,9 % en 2012. La Réunion exporte essentiellement des produits agroalimentaires, qui couvrent 60 % du montant total des exportations (*tableau 3*). Le sucre demeure le premier produit exporté (23 % des exportations avec 72 millions d'euros), en augmentation de 2 %. En volume, les exportations de sucre ralentissent (- 2 %) mais l'augmentation du prix du sucre de 7 % en 2012 compense la baisse.

■ Tableau 3 - Exportations : le sucre en haut du tableau

	2012 <sup>p</sup> (millions d'euros)	Part (en %)	Évolution 2012/2011 (en %)
<b>Total des exportations</b>	<b>307</b>	<b>100</b>	<b>6,9</b>
Denrées alimentaires, boissons et tabac dont :	183	60	6,9
Sucre	72	23	2,1
Produits de la pêche	67	22	1,9
Biens d'équipement dont :	40	13	-22,6
Matériels de transport	22	7	-10,5
Déchets	28	9	10,1
Autres produits	55	18	46,1

Source : Douanes.

(p) provisoire.



Depuis deux ans, le sucre est talonné par les produits de la pêche (67 millions d'euros), dont les exportations augmentent encore de 2 % après un bond de 15 % en 2011. Enfin, le rhum pèse pour 6 % dans les exportations réunionnaises.

La Réunion exporte également des biens d'équipement (13 % des exportations), qui sont en net recul par rapport à 2011 (- 23 %). Il s'agit majoritairement de matériel de transport, comme des véhicules automobiles d'occasion exportés vers Mayotte ou Madagascar. Les exportations de produits informatiques, électroniques et optiques, comme les téléphones portables, chutent de moitié.

Une partie des déchets valorisables, non dangereux, sont également exportés à hauteur de 28 millions d'euros en 2012 (+ 10 %). L'Inde en est le principal destinataire.

### Un tiers des exportations vers la France

Un tiers des exportations sont acheminées vers la France métropolitaine (tableau 4). Elles augmentent de 24 % en 2012 pour atteindre 102 millions d'euros : les produits agroalimentaires soutiennent cette évolution. Les pays de l'Union européenne achètent 21 % des produits réunionnais, l'Espagne restant le premier client en Europe, essentiellement pour le sucre.

■ Tableau 4 - Principaux clients de La Réunion

	2012 <sup>a</sup> (millions d'euros)	Part (en %)	Évolution 2012/2011 (en %)
<b>Total des exportations</b>	<b>307</b>	<b>100</b>	<b>6,9</b>
France métropolitaine	102	33	24,4
Îles de l'océan Indien dont :	48	16	-11,0
Madagascar	20	7	11,2
Mayotte	20	6	-21,8
UE hors France dont :	63	21	2,7
Espagne	24	8	13,5
Reste du monde dont :	94	30	4,7
Vietnam	25	8	6,4

Source : Douanes.

(p) provisoire.

Les exportations vers les îles de l'océan Indien reculent de 11 %, avec un montant exporté de 48 millions d'euros. Le reste du monde, principalement les pays de l'est de l'Asie, sont destinataires de 30 % des exportations. Ils sont notamment friands de produits de la pêche, principalement la légine. Malgré sa proximité, l'Afrique (hors îles de l'océan Indien) n'est qu'un client marginal des exportations réunionnaises (0,2 % des exportations). ■

Julie BOÉ, Insee

### Nomenclature utilisée pour l'analyse du commerce extérieur

La nomenclature MIG (Main industrial groupings) est utilisée pour analyser les données du commerce extérieur. Il s'agit d'une nomenclature européenne, dont les regroupements ont été définis par le règlement (CE) n° 565/2007. Cette nomenclature s'appuie sur la nomenclature d'activité européenne, la NACE. Elle s'articule autour de cinq groupes de produits :

- les **biens intermédiaires** regroupent les minerais, des produits chimiques, des produits textiles, des produits métalliques, etc. Ce sont des biens qui rentrent dans la fabrication d'un produit final ;
- l'**énergie** rassemble essentiellement les hydrocarbures et le charbon ;
- les **biens d'équipement**, regroupent les biens durables qui servent essentiellement à produire d'autres biens (machines, etc.) ;
- les **biens de consommation durables** et les **biens de consommation non durables** sont destinés à être consommés par les ménages pour leur usage propre. Sont « durables » les produits fabriqués qui ont une durée de vie de long terme, comme les appareils électroniques grand publics, les meubles ou les appareils ménagers. Sont « non durables » des biens de court terme : nourriture, tabac, textile, etc.



## L'activité du BTP se contracte

Malgré un sursaut en 2011, le chiffre d'affaires du BTP est de nouveau en baisse. Il est estimé par la CERBTP à 1,34 milliard d'euros en 2012, en recul de 3,2 % après une hausse de 6,5 % en 2011. Le secteur de la construction retrouve ainsi son niveau de 2010 (*graphique 1*).

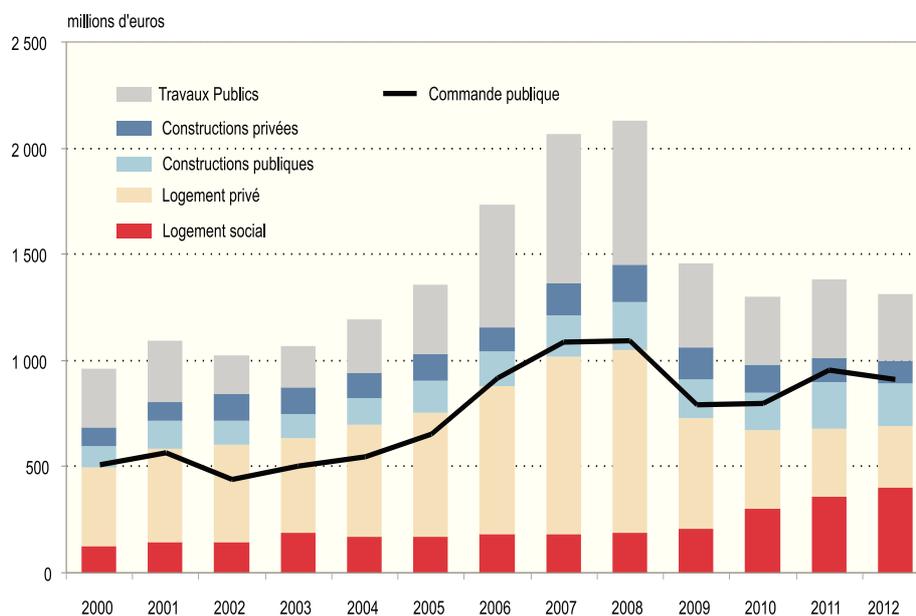
La baisse de l'activité entraîne un recul des importations de ciment et de clinker, principal constituant du ciment.

En 2012, l'importation de ciment tous types confondus (y.c. clinker) représente en volume 306 000 tonnes, soit une chute de

10,4 % des quantités importées<sup>1</sup>. Elle atteint son plus bas niveau des dix dernières années (*graphique 2*).

Concernant la livraison de logements neufs, le nombre d'attestations de conformité électrique délivré confirme la reprise. En effet, le Consuel a délivré 8 170 visas de conformité, soit une hausse de 8,1 % sur un an (*graphique 3*). Amorcée en 2011, l'augmentation du nombre de logements livrés se poursuit. Elle est composée en majeure partie de livraisons de logements sociaux dont les travaux ont démarré en 2010 et 2011.

■ Graphique 1 - Évolution du chiffre d'affaires du BTP



Source : CERBTP

<sup>1</sup> Données douanières soumises à la variabilité de la rotation des navires. Pour des raisons d'ordre juridique, les statistiques de consommation de ciment ne sont plus communiquées par les fournisseurs locaux.

■ Graphique 2 - Importations de ciment (y.c. clinker), tonnage et valeur



Source : Douanes. (1) Y.c. clinker.

### Baisse des mises en chantier de logements sociaux

Néanmoins, les mises en chantier de logements sociaux baissent de 30 % après une année record. En effet, la construction de 4 600 logements sociaux, groupés ou diffus, avait démarré en 2011. La baisse des commandes dans le logement social est en partie imputable aux incertitudes ayant pesé sur les garanties d'emprunt consenties par le Conseil général (*voir encadré*).

La production de logements intermédiaires<sup>2</sup>, dépourvue d'une défiscalisation suffisamment attractive pour les investisseurs, baisse une nouvelle fois en 2012. Le logement intermédiaire, initié par la loi Girardin, avait connu un boom entre 2004 et 2008. Il a ensuite essuyé le revers de la réorientation de la défiscalisation vers le logement social. Ainsi, alors que le logement privé contribuait à près de 40 % de l'activité du BTP en 2007, il ne contribue plus qu'à hauteur de 20 % en 2012.

2 Deux critères définissent le logement intermédiaire :

- le montant du loyer pratiqué doit être supérieur à celui d'un logement conventionné (fixé par mètre carré de surface habitable), mais inférieur à celui d'un loyer libre (fixé selon le marché local) ;
- les ressources du locataire ne doivent pas dépasser un plafond réglementaire déterminé en fonction de la composition du ménage mais sont forcément supérieures à celles requises pour un logement social.

### Un nouveau dispositif pour les garanties d'emprunt des logements sociaux

La remise en question des garanties d'emprunts des logements sociaux par le Conseil général s'est confirmée en 2012. Revendiquant sa volonté de ne plus porter seul le dispositif, le Conseil général a suspendu la garantie des emprunts. Malgré un déblocage consenti en fin d'année pour les opérations en souffrance, le passage tardif des dossiers des bailleurs en commission a entraîné un fort dérapage sur 2013 des mises en chantier initialement prévues en 2012.

Un nouveau dispositif de garantie d'emprunts a finalement vu le jour. Il s'articule autour du Conseil général et du Conseil régional d'une part, des communes et des Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) d'autre-part : 15 % des prêts sont maintenant garantis conjointement et à parité par le Conseil général et le Conseil régional (soit 7,5 % chacun), et 85 % des prêts sont garantis par les communes et EPCI. Suite à cet accord, l'enjeu est de conserver une fluidité administrative dès lors que le nombre de délibérations nécessaires à la garantie d'emprunt augmente fortement.



© Equatore-Fotolia



## L'emploi salarié repart à la baisse

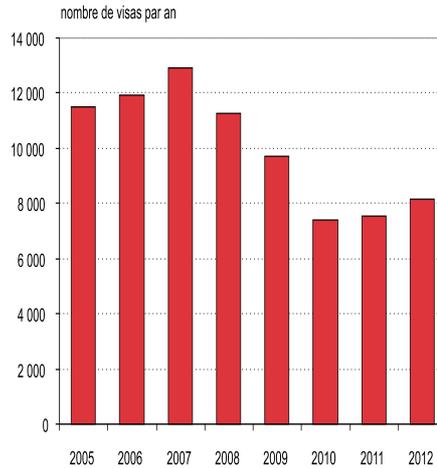
Après une chute historique de l'emploi salarié<sup>3</sup> amorcée fin 2008, où le secteur a perdu près du tiers de ses effectifs, la main d'œuvre salariale s'est stabilisée depuis début 2010.

L'emploi salarié dans les entreprises affiliées à la caisse de congés payés du BTP recule de 1,5 % par rapport à 2011, avec 16 939 salariés déclarés en moyenne sur l'année.

Le 1<sup>er</sup> trimestre était pourtant en hausse comparativement au même trimestre de 2011 (+ 2,7 %), mais la tendance s'est inversée dès le 2<sup>e</sup> trimestre, pour terminer par un recul de 1,8 % sur le 2<sup>e</sup> semestre (graphique 4). ■

Murielle POUNGAVANON (CERBTP)

## ■ Graphique 3 - Visas de conformité du Consuel



Source : Consuel.

## ■ Graphique 4 - Les effectifs sous la barre des 17 000 salariés en 2012<sup>3</sup> (évolution mensuelle des effectifs salariés du BTP)



Source : Caisse de congés payés du BTP.

<sup>3</sup> Les effectifs mentionnés ici sont ceux de la caisse de congés payés du BTP.  
Les effectifs du BTP sont mesurés par deux sources dont les résultats diffèrent parce qu'ils portent sur des champs différents :  
- la caisse de congés payés du BTP comptabilise les salariés des entreprises qui lui sont affiliées,  
- l'Insee classe les entreprises par activité principale.  
Certaines entreprises affiliées à la caisse de congés payés du BTP sont classées dans d'autres secteurs par l'Insee.



# Moins nombreux, les touristes ont aussi moins dépensé

Après le niveau historique atteint en 2011, la fréquentation touristique à La Réunion recule de 5 % : 446 500 touristes ont été accueillis sur l'île en 2012. Ils demeurent néanmoins plus nombreux qu'en 2010.

Les touristes en provenance de France métropolitaine restent largement majoritaires mais leur relative désaffection est à l'origine de la baisse en 2012 (-7 %, soit 25 000 personnes de moins). L'arrêt des dessertes aériennes vers certaines villes de province, ainsi que la médiatisation de la présence de requins sur les côtes réunionnaises, ont pu avoir un impact négatif sur la fréquentation des Métropolitains. Néanmoins, cette baisse d'attractivité de La Réunion s'inscrit dans une tendance plus générale : les voyages longs courriers depuis la France à destination de l'étranger reculent de 4,1 % en 2012 selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT).

Le nombre de touristes en provenance de pays étrangers est également en baisse. Seule la zone océan Indien (Mayotte, Maurice, Comores, Madagascar, Seychelles, Afrique du Sud) se porte bien, avec une aug-

mentation de 8,5 % du nombre de touristes en 2012, après + 25 % en 2011.

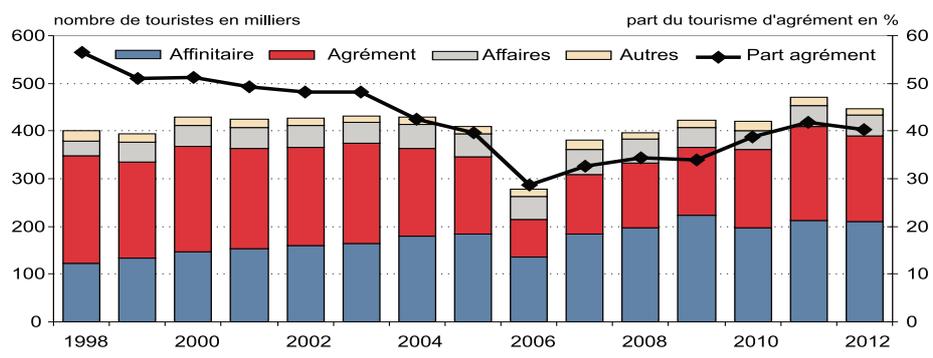
### Le tourisme affinitaire se maintient

Après avoir progressé de 7 % en 2011, le tourisme affinitaire (personnes venues principalement pour rendre visite à des parents ou amis) se maintient : 210 000 personnes ont ainsi rendu visite à un proche à La Réunion. Les touristes affinitaires représentent 47 % de l'ensemble des touristes.

À l'inverse, le tourisme d'agrément, composé des touristes dont l'objectif principal est de visiter l'île, recule de 9 % (- 17 000 personnes). Il représente 40 % de l'ensemble des touristes. Le tourisme d'agrément est devancé par le tourisme affinitaire depuis 2005, mais il était en progression constante ces dernières années (*graphique 1*).

La baisse de fréquentation des touristes d'agrément, qui n'ont pas la possibilité d'être hébergés gratuitement, a des répercussions sur l'hébergement marchand : il diminue de 14 % par rapport à 2011.

■ Graphique 1 - Touristes par catégorie : le tourisme d'agrément recule



Source : Insee-IRT, enquêtes flux touristiques.

Les gîtes, villages de vacances et maisons d'hôtes, ainsi que les hôtels ont particulièrement été touchés par cette baisse (respectivement - 25 % et - 19 %).

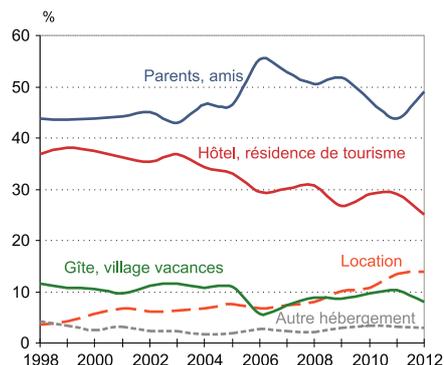
En revanche, la part de la location meublée, en essor depuis quelques années, se stabilise en 2012 : 14 % des visiteurs ont choisi ce mode d'hébergement. La part de la location meublée avait progressé de 8 % à 13 % entre 2008 et 2011 (*graphique 2*).

### Moins de dépenses dans l'hébergement et la restauration

Bien que moins nombreux, les touristes non-résidents sont restés à La Réunion aussi longtemps qu'en 2011 : 17 jours en moyenne. Ils ont dépensé 315 millions d'euros lors de leur séjour à La Réunion. L'ensemble des dépenses diminue de 9 % en un an, sous l'effet conjugué de la baisse du nombre de touristes et d'une dépense moyenne moins élevée. En effet, le budget dépensé sur place par un ménage (1 264 euros en moyenne) diminue de 3,5 % par rapport à 2011.

L'hébergement reste le premier poste de dépenses des touristes. Avec 318 euros par ménage, il génère le quart des dépenses totales. Les touristes d'agrément étant moins nombreux, les dépenses d'héberge-

■ Graphique 2 - Mode d'hébergement principal : l'hébergement marchand subit la baisse de fréquentation

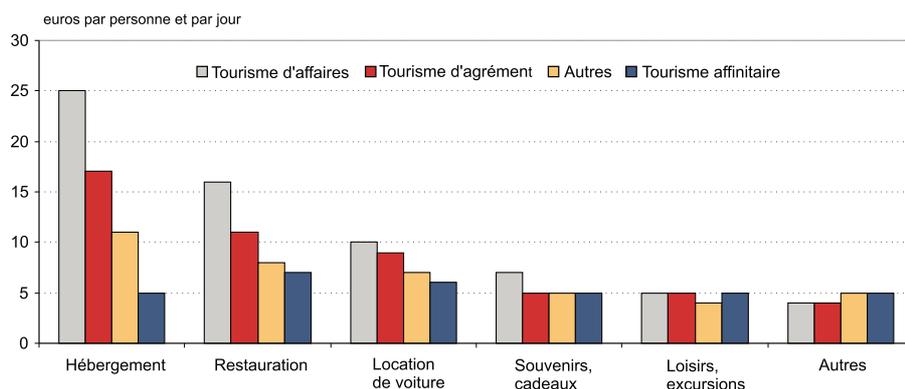


Source : Insee-IRT, enquêtes flux touristiques.

ment ont naturellement diminué en 2012 (- 8%). Les dépenses de restauration se contractent également (- 5 %). L'hébergement et la restauration représentent en moyenne la moitié des dépenses des touristes.

Les achats de souvenirs et de cadeaux sont également en baisse (- 5 %). Seules les dépenses consacrées aux loisirs (excursions, activités sportives, musées, etc.) et à la location de voitures augmentent en 2012 (respectivement + 3 % et + 0,5 %).

■ Graphique 3 - Montant des dépenses des touristes : les touristes d'affaires dépensent plus



Source : Insee-IRT, enquête flux touristiques 2012.



Les touristes d'agrément restent moins longtemps que ceux qui rendent visite à leur famille ou à des proches. Mais si leur durée de séjour est inférieure d'une semaine en moyenne, ils dépensent 15 % de plus par ménage que les touristes affinitaires. N'ayant pas la possibilité d'être logés par des proches, leurs dépenses d'hébergement sont logiquement plus élevées, deux fois et demi supérieures. Ils dépensent également davantage en location de voiture (+ 11 %) et en restaurants (+ 15%).

Par personne et par jour, les touristes d'affaires dépensent le plus : 67 euros, contre 51 euros pour les touristes d'agrément et 33 euros pour les touristes affinitaires (*graphique 3*).

### L'intérêt touristique de l'île fait quasiment l'unanimité

Les touristes sont particulièrement satisfaits de leur séjour : 97 % se déclarent en effet satisfaits ou très satisfaits. La qualité de l'accueil est également reconnue par 95 % d'entre eux. La qualité de l'hébergement et de la restauration est aussi mieux appréciée qu'en 2011 : neuf touristes sur dix sont satisfaisants ou très satisfaits.

Les touristes sont néanmoins plus mitigés sur le rapport qualité-prix : 29 % des touristes le considèrent moyennement satisfaisant, voire insatisfait pour 8 % d'entre eux. La qualité du transport aérien est également sur la sellette, 16 % des touristes en étant moyennement satisfaits ou insatisfaits. ■

Françoise LEGROS, Fabrice MICHAILESCO  
Insee



## La fréquentation des hôtels classés recule au second semestre

(Enquête de fréquentation hôtelière 2012)

La fréquentation des hôtels classés recule de 2,5 % par rapport à 2011, année record<sup>1</sup>. Elle reste toutefois bien supérieure à celle de 2010 (+ 11 %). Cette fréquentation correspond au nombre de nuits passées à l'hôtel, que les clients soient des résidents réunionnais ou des non-résidents.

La deuxième partie de l'année est traditionnellement plus attractive pour les touristes, les mois d'octobre à décembre étant les plus prisés. Ils correspondent à la haute saison touristique.

En 2012, après un premier semestre stable comparativement à 2011, la fréquentation des hôtels diminue au second semestre : le nombre de nuitées recule de 4 % par rapport à la période juillet-décembre de 2011.

Pourtant, l'offre s'est élargie, avec une augmentation de la capacité d'accueil des hôtels de l'île : 2 125 chambres sont disponibles en moyenne chaque jour dans les hôtels classés, soit une cinquantaine de plus qu'en 2011. La baisse de la fréquentation des hôtels, combinée à l'augmentation de la capacité d'accueil, se traduit par une nette diminution du taux d'occupation des chambres : il recule de 4,2 points en 2012, pour s'établir à 62,6 %.

En 2010 et 2011, les hôtels de luxe (quatre ou cinq étoiles) avaient porté les bons résultats (+ 27 % en 2011). En 2012, ils sont affectés par le recul de la fréquentation (- 5 %). Dans les hôtels une ou deux étoiles, le nombre de nuitées diminue également (- 6 %).

Seuls les hôtels de catégorie intermédiaire (trois étoiles) ont tiré leur épingle du jeu. Ils concentrent plus de la moitié des nuitées en 2012, et leur fréquentation augmente légèrement (+ 0,9 %). Mais cette hausse n'a pas suffi à compenser les mauvais résultats des autres catégories.

Par région, les hôtels du Sud subissent la baisse de fréquentation la plus importante (- 8 %). L'Ouest recule plus légèrement (- 1 %) et le Nord est stable.

1. Une nouvelle classification des hôtels est entrée en vigueur en 2012. Les résultats publiés ici portent sur l'année 2012 et sont à « classification inchangée » comparativement aux années précédentes.

# L'activité des banques reste en deçà de la période avant crise

L'année 2012 est marquée par la faiblesse de la demande de crédits et, dans une moindre mesure, de la collecte d'épargne. Le coût du risque de crédit demeure à un niveau élevé. Dans ce contexte, la rentabilité du système bancaire réunionnais stagne, après le rétablissement observé en 2011.

### Les actifs financiers progressent

Fin 2012, le total des actifs financiers collectés par le système bancaire réunionnais s'établit à 11,5 milliards d'euros, en hausse de 3,9 % sur un an (après + 3,0 % en 2011). La collecte nette de ressources se renforce donc progressivement, même si elle reste très limitée comparativement aux niveaux observés avant la crise financière et économique des années 2008-2009, dont les effets perdurent (*graphique 1*). Malgré la faiblesse historique des niveaux de collecte, aucun recul des placements financiers détenus par les agents économiques réunionnais n'a été observé, même au plus fort des inquiétudes concernant la solidité des banques. Les évolutions par type de placement sont contrastées, et soulignent le retour des inquiétudes des épargnants. Ils privilégient la sécurité offerte par les produits d'épargne ou les placements à terme, plutôt que les placements boursiers ou sous forme d'OPCVM.

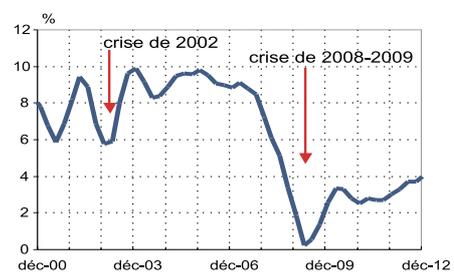
Les dépôts à vue détenus par les agents économiques réunionnais progressent une nouvelle fois en 2012 (+ 2,9 %), mais moins rapidement qu'en 2011 (+ 4,0 %). Comme en 2011, les dépôts à vue des entreprises (sociétés non financières) progressent plus rapidement que ceux des ménages. Elles détiennent désormais 39 % du total des dépôts à vue (3,7 milliards d'euros).

L'encours des placements liquides ou à court terme, qui regroupent l'ensemble des avoirs financiers immédiatement disponibles, sans risque de perte en capital, s'établit à 4,0 mil-

liards d'euros. Il progresse de 6,4 % en 2012, dans la continuité de la forte hausse enregistrée en 2011 (+ 5,8 %). Ces placements bénéficient de la bonne orientation des comptes sur livrets (+ 11,2 %). En effet, les relèvements successifs des plafonds des livrets A et des livrets de développement durable ont permis d'accroître leur rythme de collecte. Parallèlement, l'encours des produits de placement à rémunération libre, indexés sur les taux du marché monétaire, baisse de 2,6 %. La bonne tenue de la collecte sous forme de comptes à terme (+ 9,5 %) ne permet pas de compenser le recul prononcé des OPCVM monétaires (- 17,7 %) et des certificats de dépôts négociables (- 9,1 %).

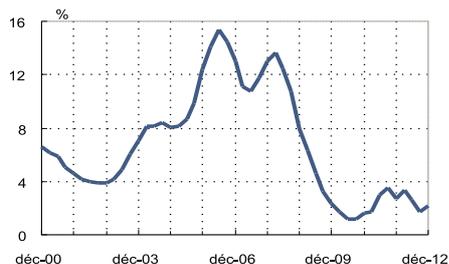
L'épargne à long terme se redresse. Elle atteint 3,75 milliards d'euros, en progression de 2,2 % sur un an après une baisse de 0,6 % en 2011. L'épargne à long terme représente environ un tiers des placements financiers totaux de la clientèle des établissements de crédit locaux, une proportion qui diminue régulièrement ces dernières années. Les ménages représentent la principale clientèle de ce type de placements, à travers notamment les placements collectés sous forme d'assurance-vie (+ 5,5 % en 2012).

■ Graphique 1 - Placements totaux (variation lissée en glissement annuel)



Source : ledom, Surfii.

■ Graphique 2 - Crédits consentis  
(variation annuelle lissée)



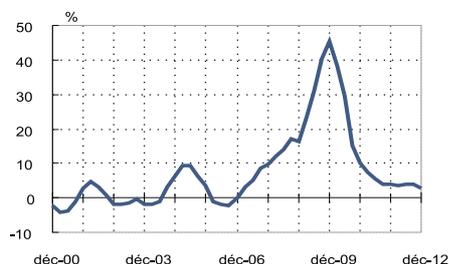
Source : Iedom, Surfî.

### La demande de crédit peine à repartir

Au cours de l'année 2012, l'encours total des financements consentis par l'ensemble des établissements de crédit progresse de 2,2 %, pour s'établir à 18,3 milliards d'euros fin décembre (graphique 2). Sa croissance ralentit par rapport à 2011, et reste très en-deçà des évolutions enregistrées avant la crise. Le ralentissement constaté depuis 2009 résulte d'une moindre demande de crédit dans un environnement économique dégradé, conjuguée à une plus grande aversion au risque des établissements de crédit, qui sont soumis à des contraintes réglementaires et prudentielles renforcées.

Tous les types de crédits et toutes les clientèles sont concernés, à des degrés divers. Les entreprises en premier lieu, restent peu enclines à investir et sont fragilisées financière-

■ Graphique 3 - Créances douteuses brutes  
(variation lissée)



Source : Iedom, Surfî.

ment pour nombre d'entre elles. La solvabilité des ménages se dégrade également. Enfin, la demande de financement des collectivités ralentit elle aussi, essentiellement en raison de la diminution de leurs marges de manœuvre financière.

### Le risque de crédit demeure contenu

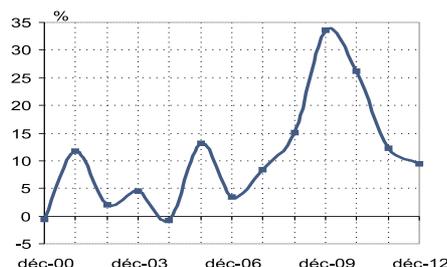
Les encours des créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit avaient très fortement augmenté au plus fort de la crise financière. Elles continuent à croître mais à un rythme plus modéré, proche désormais de l'évolution des encours totaux. Leur poids dans l'encours total des crédits consentis à la clientèle réunionnaise (6,3 % fin 2012) reste élevé puisqu'il s'élevait à 3,8 % fin 2007. Il retrouve ainsi de manière durable son niveau du début des années 2000. La progression des créances douteuses, qui atteignent 1,2 milliard d'euros fin 2012, s'explique par les difficultés rencontrées en cours d'année par certaines grandes entreprises locales, mais aussi par une augmentation de la sinistralité des PME et des ménages (graphique 3).

Le taux de provisionnement de ces créances douteuses brutes s'établit à 55,9 % en 2012, perdant un point par rapport à fin 2011 (56,8 %). Les créances douteuses nettes s'établissent ainsi à 500 millions d'euros fin 2012, en hausse de 6 % par rapport à 2011, alors qu'elles avaient baissé l'année précédente (-1,6 %).

### La rentabilité des banques baisse légèrement

La rentabilité des quatre banques locales (BNPPR, BR, CRCAMR et BFCOI) baisse de 4,5 % en 2012. Leur résultat net après impôt ressort ainsi à + 70 millions d'euros. La crise économique qui affecte durablement le département continue à limiter l'activité d'intermédiation financière. De plus, les commissions et les produits nets perçus sur services financiers sont maîtrisés dans un contexte de vigilance accrue sur le maintien du pouvoir d'achat des Réunionnais. Le produit net bancaire des quatre banques, qui correspond à la marge brute dégagée par les

■ Graphique 4 - Coût du risque net rapporté au produit net bancaire



Source : ledom, Surfî.

activités bancaires, baisse légèrement en 2012 (-0,9 %), après une année 2011 un peu mieux orientée (+ 4,5 %). La marge entre intérêts perçus et intérêts versés (dite marge sur intérêts) représente toujours en 2012 une part majoritaire (56 %) du produit net bancaire des quatre banques locales, même si elle baisse de 2,2 % sur l'exercice. Le coût du risque continue de baisser rapidement en 2012 (-23,4 %), même s'il reste élevé. Les dotations nettes aux provisions reculent à nouveau, tandis que les pertes sur créances irrécupérables, couvertes ou non par des provisions, demeurent conséquentes. Le coût du risque s'établit à 9,5 % du produit net bancaire des quatre banques (*graphique 4*).

### L'activité des sociétés financières se contracte, mais leur rentabilité progresse

Les onze sociétés financières basées à La Réunion enregistrent en 2012 une nouvelle contraction de leur activité de crédits à la clientèle (-2,0 %). Elle est cependant moins prononcée qu'au cours des années précédentes : -6,0 % en 2011 et -4,7 % en 2010. Fin 2012, l'encours des crédits sains s'établit ainsi à 1,8 milliard d'euros, contre 2,1 milliards d'euros à fin 2009. Ce ralentissement concerne essentiellement la clientèle des entreprises (en retrait de 5,9 % en 2012), alors que les financements aux ménages cessent de diminuer. Le risque de crédit des sociétés financières s'est encore atténué (4,1 % en 2012, après 6,0 % l'année précédente). L'encours des créances douteuses porté par les sociétés financières représente

toutefois 10,7 % des concours bruts totaux. Il est provisionné à hauteur de 63,7 %.

Parallèlement à la baisse de leurs encours de crédits, les sociétés financières ont dégagé en 2012 un produit net bancaire en diminution (-10,3 %, après +8,8 % en 2011). Mais, contrairement aux années précédentes où elles avaient dû faire face à une forte croissance de leur coût du risque de crédit, les sociétés financières ont enregistré en 2012 un coût du risque négatif. Cette situation s'explique par des reprises de provision plus importantes que les nouvelles dotations et les passages en pertes. Le résultat net des sociétés financières progresse ainsi sensiblement pour atteindre 51 millions d'euros en 2012 (+6 millions d'euros), s'établissant à son plus haut niveau historique. ■

### Service « Études et suivi des établissements de crédit » - Agence ledom de La Réunion

#### Définitions

➤ **Coût du risque** : charge nette de provisionnement sur créances irrécupérables. Il regroupe l'ensemble des risques inhérents à l'activité de crédit bancaire, que ceux-ci soient de change, de défaillance, de contrepartie, de taux ou de crédit.

➤ **Créance douteuse** : titre de créance dont on n'est pas sûr d'obtenir le remboursement à échéance, la plupart du temps du fait de la mauvaise santé financière du débiteur, et pour laquelle il faut donc passer une provision.

➤ **Dépôt à vue** : dépôt de fonds effectué par un agent économique (ménages, entreprise, etc.) sur un compte bancaire ouvert auprès d'une institution financière. Il a pour caractéristique de pouvoir être restitué à tout moment sur simple demande.

➤ **Épargne à long terme** : placements non liquides, comprenant notamment les plans d'épargne logement, l'épargne en actions et obligations non monétaires, l'assurance vie, etc.

➤ **Placements liquides ou à court terme** : avoirs facilement et rapidement récupérables, sans risque de perte de valeur excessive (épargne sur livret, comptes à terme, OPCVM monétaires, etc.).

➤ **Produit net bancaire** : différence entre les produits et les charges d'exploitation bancaires hors intérêts sur créances douteuses mais y compris les dotations et reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement. Il mesure la contribution spécifique des banques à l'augmentation de la richesse nationale et peut en cela être rapproché de la valeur ajoutée dégagée par les entreprises non financières.



# L'artisanat toujours dans l'attente d'un nouvel élan

En 2012, les résultats de l'artisanat sont en demi-teinte, marqués par une stabilité des effectifs et un léger redressement des efforts d'investissement.

Dans un contexte économique toujours dégradé, l'emploi se maintient dans les métiers de l'artisanat. Les 14 715 entreprises artisanales emploient 29 950 salariés. Avec les apprentis et les non-salariés, ce sont 40 660 personnes qui travaillent dans l'artisanat, contre 40 580 en 2011. Cette relative stabilité (+ 0,2 %) rompt avec la baisse de 2011 (- 0,8 %), mais le secteur n'a pas retrouvé son niveau d'emploi de 2008. En 2012, l'érosion des effectifs salariés (- 0,8 %) est compensée par la progression des emplois non salariés (+ 1,8 %) (tableau 1).

## L'alimentation reste attractive

Après une bonne performance en 2011, les activités de bouche poursuivent leur croissance. L'alimentation est le seul secteur de l'artisanat où toutes les catégories d'emploi augmentent : emploi non salarié (+ 5,1 %), apprentis (+ 5,7 %) et salariés (+ 1,2 %). La croissance des emplois fléchit néanmoins, passant de + 3,9 % en 2011 à + 2,4 % en 2012.

Sous l'influence de l'accroissement démographique et du développement de la restauration hors domicile, les activités de fabrication de pains et sandwiches, de plats cuisinés et de glaces sont porteuses. En revanche, les effectifs se replient dans les boucheries-charcuteries (- 0,4 %).

## L'emploi stagne dans le bâtiment

Premier secteur de l'artisanat en nombre d'emplois, le bâtiment se maintient en 2012 (- 0,1 %), après une mauvaise année 2011 (- 1,9 %). L'auto-entrepreneuriat se développe dans ce secteur et concerne plus d'un tiers des nouveaux artisans inscrits dans le bâtiment.

Les professionnels demeurent pessimistes sur le redressement du secteur. Avec l'effondrement du marché de la maison individuelle, consécutif en partie à la réforme de la défiscalisation en outre-mer, les artisans peinent à retrouver un niveau d'affaires satisfaisant. Les préoccupations du secteur sont nombreuses : manque de chantiers, concurrence exacerbée avec les grandes entreprises qui se positionnent sur des marchés de taille intermédiaire, hausse des coûts de construction (matériaux et main d'œuvre).

■ Tableau 1 - L'artisanat maintient ses emplois en 2012

Secteur d'activité	Nombre d'emplois			Répartition de l'emploi en 2012 en %			
	2011	2012	Variation 2012/2011 en %	Salarié	Non salarié	Apprentissage	Ensemble
Alimentation	5 340	5 470	2,4	66	28	6	100
Services	10 680	10 790	1,0	56	36	8	100
Production	7 830	7 690	-1,7	73	26	1	100
Bâtiment	16 730	16 700	-0,1	60	34	6	100
<b>Total Artisanat</b>	<b>40 580</b>	<b>40 660</b>	<b>0,2</b>	<b>62</b>	<b>32</b>	<b>6</b>	<b>100</b>

Source : CMA, répertoire des métiers ; CFA ; Tableaux économiques de l'artisanat.

L'électricité et la peinture ont mieux résisté à la crise. Mais le gros-œuvre, la menuiserie bois et la métallerie sont particulièrement sous tension. Dans ces secteurs, le nombre de créations d'entreprise équivaut presque à celui des fermetures.

Pour limiter les risques de défaillance, les entreprises les plus dynamiques se positionnent sur des marchés en devenir, comme ceux de la réhabilitation, de la rénovation de l'habitat ou du logement social. Les quelques expériences réussies ne sont toutefois pas suffisantes pour permettre au secteur de sortir de sa léthargie. Faute de visibilité suffisante, les chefs d'entreprise sont peu enclins à embaucher.

#### **Nouvelle baisse des effectifs dans la production**

Pour la deuxième année consécutive, l'emploi se contracte dans les secteurs de la production (-1,7 % en 2012 après -3,7 % en 2011). Presque toutes les professions sont touchées.

Le travail des métaux réunit des entreprises spécialisées dans la fabrication d'ouvrages métalliques (charpentes et fermetures), la soudure et la chaudronnerie. Largement tributaire du marché du logement, cette profession perd de l'emploi en 2012 (-0,7 %).



■ Tableau 2 - Près de 15 000 entreprises artisanales en 2012

Secteur d'activité	Nombre d'entreprises	Part autoentreprises en %
Alimentation	1 780	9
Services	4 210	12
Production	2 430	9
Bâtiment	6 300	7
<b>Total Artisanat</b>	<b>14 720</b>	<b>9</b>

Source : CMA, répertoire des métiers ; CFA ; Tableaux économiques de l'artisanat.

Dans la filière bois également, les artisans peinent à reconstituer leurs parts de marché face à la croissance des importations de meubles et à l'orientation de la consommation, majoritairement tournée vers le mobilier d'entrée de gamme.

#### **Les soins corporels et l'entretien automobile se portent bien**

En 2012, l'emploi artisanal dans les services progresse de 1,0 %, après +0,8 % en 2011. Les activités de services font travailler des coiffeurs, esthéticiens, fleuristes, photographes, mécaniciens, taxiteurs, ambulanciers et réparateurs de matériels électroménagers ou informatiques.

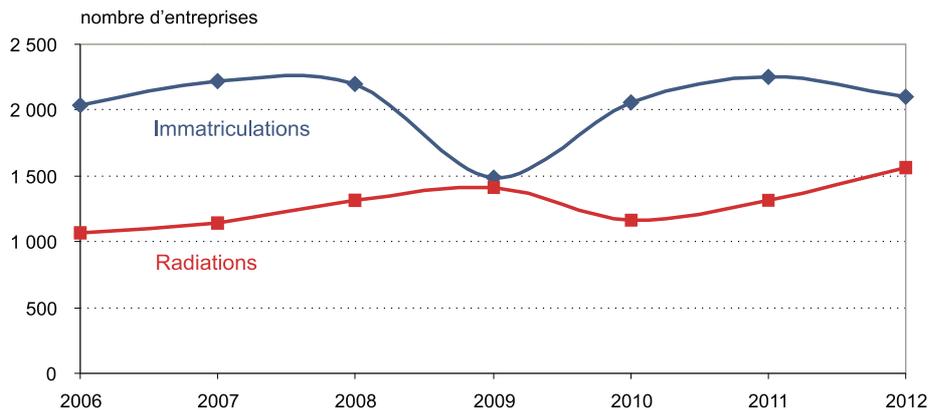
Les professions en lien avec les soins corporels (esthétique, coiffure) et l'automobile (entretien courant et réparation) ont toujours le vent en poupe. Mais plus encore qu'en 2011, l'auto-entrepreneuriat et l'apprentissage sont à l'origine de la bonne santé de ses professions (tableau 2).

#### **L'investissement se redresse timidement**

Avec 72 millions d'euros, l'investissement poursuit son redressement : 26 % des entreprises ont investi en 2012, contre 22 % en 2011. Mais les sommes investies restent bien inférieures à celles d'avant 2008, où elles approchaient annuellement les 140 millions d'euros.



■ Graphique 1 - Entreprises artisanales : plus de radiations, moins d'immatriculations en 2012



Source : CMA, répertoire des métiers.

Dans le contexte actuel, les artisans investissent davantage pour remplacer le matériel usagé ou obsolète, que pour augmenter leurs capacités de production et améliorer leur productivité. L'absence de perspectives de reprise de la demande et les conditions restrictives de financement des petites entreprises expliquent en partie cette frilosité. En effet, la capacité d'emprunt des artisans dépend pour beaucoup des garanties qu'ils peuvent offrir aux banques. Or de ce côté, le niveau de leurs ressources propres ne s'est pas amélioré avec la crise.

Le niveau d'investissement, qui prévaut depuis 2010, contraste avec la période antérieure où il avait atteint des sommets. Pour autant, le secteur n'accuse pas de retard, tant les capacités de production restent excédentaires suite à plusieurs années de fort investissement. Compte tenu de la durée de vie moyenne des investissements réalisés jusqu'en 2009, le renouvellement des équipements des entreprises pourrait intervenir à partir de 2014.



© Eisenhans - Fotolia

### La croissance du tissu économique artisanal ralentit

Avec 2 100 établissements créés et 1 560 cessations d'activité en 2012, le solde des mouvements d'entreprises artisanales reste excédentaire au répertoire des métiers (+ 540). Toutefois, comparativement à 2011 (+ 940), la croissance du tissu économique fléchit de plus en plus, suite à la baisse des créations et à l'accélération des radiations (graphique 1).

Les créations d'entreprises baissent sensiblement de 6,8 % en un an. À l'exception de l'alimentation en stagnation, le recul des immatriculations affecte tous les autres secteurs de l'artisanat : - 14 % pour la production, - 7 % pour le bâtiment et les services. Dans la construction, le rythme de progression du tissu artisanal a été pratiquement divisé par trois entre 2010 et 2012. La part des auto-entrepreneurs dans les inscriptions atteint 41 % en 2012, soit trois points de plus qu'en 2011. Comme pour les années précédentes, les créateurs sont avant tout une population jeune et masculine. Avant leur enregistrement au répertoire des métiers, 68 % des entrepreneurs étaient des demandeurs d'emploi, dont 10 % de bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Les cessations d'entreprises bondissent de 18,7 % en 2012. Paradoxalement, ce sont dans les métiers de service et de l'alimentation, souvent présentés comme moteurs de la croissance économique artisanale ces dernières années, que les arrêts d'activité ont été nettement plus nombreux en 2012 : + 22 % dans l'alimentation et + 28 % dans les services.

Le taux de cessation d'entreprises artisanales est de 10,6 % en 2012.

La multiplication des fermetures d'entreprises est liée au contexte économique dégradé. Ce n'est cependant pas l'unique explication. En effet, les radiations d'auto-entrepreneurs sont particulièrement nombreuses, jusqu'à 40 % dans les activités de service. Au total, 430 auto-entrepreneurs ont clôturé leur affaire en 2012. Pour la plupart d'entre eux, la cessation intervient au bout de deux années d'exercice, et coïncide avec l'arrivée des premiers appels à cotisations obligatoires auprès des caisses sociales. ■

Nadjib VALI  
Chambre de métiers et de l'artisanat



### Qu'est-ce que l'artisanat ?

Constitué pour l'essentiel de très petites entreprises, l'artisanat occupe une place singulière au sein de notre économie. Ses activités, transverses à l'industrie, au commerce et aux services, sont définies par la loi, selon un double critère de taille et d'activité.

L'appartenance au répertoire des métiers est délimitée par la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996. L'artisanat regroupe l'ensemble des personnes physiques ou morales employant au plus 10 salariés au moment de leur immatriculation et exerçant une activité indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services.

La loi consacre également l'existence d'un droit de suite (décret n° 95-1287 du 14 décembre 1995) qui stipule qu'au-delà de 10 salariés, le chef d'entreprise peut conserver son inscription au répertoire des métiers, s'il dispose de la qualité d'artisan ou de maître artisan, ou encore s'il est titulaire d'un brevet de maîtrise.

### Sources

Les effectifs non salariés sont mesurés à partir du répertoire des métiers de la Chambre de métiers et de l'artisanat (CMA). Les apprentis sont comptabilisés dans les centres de formation d'apprentis de la CMA. Les effectifs salariés et l'investissement sont estimés à partir d'enquêtes de conjoncture réalisées chaque année auprès d'un panel de 300 artisans répartis en huit branches professionnelles.





# Les revenus agricoles sont à nouveau pénalisés par la hausse des matières premières

La valeur de la production agricole augmente légèrement en 2012, mais la hausse des matières premières entraîne à nouveau une baisse des revenus. La valeur totale de la production agricole dépasse pour la première fois les 400 millions d'euros. Elle progresse régulièrement, passant de 348 millions d'euros en 2000 à 404 millions d'euros en 2012 (tableau 1).

Trois filières constituent l'essentiel de la valeur de la production à La Réunion : canne, fruits et légumes et élevage. La production de canne à sucre est prépondérante avec 134 millions d'euros en 2012. Les fruits, légumes et tubercules représentent 123 millions d'euros. Enfin, les produits de l'élevage contribuent à hauteur de 118 millions d'euros.

## Le revenu agricole baisse de nouveau

Les consommations intermédiaires augmentent une nouvelle fois de 7 % en 2012, après + 11 % en 2011.

Cette hausse génère plus de 13 millions d'euros de charges supplémentaires qui alourdissent les charges d'exploitation. Les consommations intermédiaires représentent désormais 51 % de la valeur totale de la production contre 39 % en 2000.

Dans ce contexte difficile, la valeur ajoutée brute de 2012 perd près de 10 millions d'euros et s'établit à 196 millions d'euros. Le résultat agricole baisse de 4,6 % (195 millions d'euros).

■ Tableau 1 - Production agricole : une hausse annihilée par les consommations intermédiaires

en millions d'euros

	2000	2010	2011	2012 <sup>1</sup>	Évolution 2012/2011 (%)
Canne à sucre	105	130	133	134	1,2
Fruits, légumes et tubercules	124	120	123	123	0,0
Autres production végétales	17	24	24	24	0,0
Bétail	44	40	43	43	0,2
Volailles, œufs	41	56	60	62	3,0
Lait et autres produits de l'élevage	14	13	13	14	5,5
<b>Total production de biens<sup>2</sup> dont :</b>	<b>344</b>	<b>383</b>	<b>395</b>	<b>400</b>	<b>1,1</b>
- production végétale	246	274	280	281	0,6
- production animale	98	109	116	118	2,2
Activité principale de travaux agricoles	4	4	4	4	0,0
<b>Valeur totale de la production</b>	<b>348</b>	<b>387</b>	<b>399</b>	<b>404</b>	<b>1,1</b>
Consommations intermédiaires	135	175	194	208	6,9
Valeur ajoutée brute	213	212	205	196	-4,4
Revenu net d'entreprise	166	156	149	139	-6,9
<b>Résultat agricole<sup>3</sup></b>	<b>209</b>	<b>211</b>	<b>204</b>	<b>195</b>	<b>-4,6</b>

Source : Agreste, Daaf La Réunion.

1. Chiffres provisoires. 2. Y compris aides directes aux productions (aides canne dont recette bagasse-énergie, aides POSEI à la production, ADMCA PPR, PAB) ; hors subventions (ICHN, MAE, calamités). 3. Correspond à la valeur totale des productions et subventions (ICHN, MAE, calamités) diminuée des consommations intermédiaires, impôts et amortissements.

### La production végétale se maintient

La campagne 2012 de production de fruits et légumes est marquée par deux épisodes de sécheresse exceptionnels : l'un au second semestre 2011 qui s'est poursuivi jusqu'en janvier 2012, le second qui a touché l'île entre avril et décembre 2012, particulièrement dans l'Ouest et le Sud. Cette sécheresse a entraîné un épuisement précoce de l'offre de certains fruits et légumes sur les étals. Mais la demande locale a cependant été satisfaite dans l'ensemble et les cours se sont bien maintenus sur l'année.

La valeur de la production de canne augmente de 1,2 % en 2012, malgré la sécheresse qui a particulièrement touché la zone Sud en début d'année, et la grève qui a perturbé les livraisons aux usines en septembre. La campagne cannière s'est avérée meilleure que prévue. La production de sucre s'élève à 208 730 tonnes. Elle se situe au-dessus de la moyenne décennale (202 900 tonnes) pour la quatrième année consécutive. La richesse en sucre (ou teneur en sucre) est de 13,92 %, proche de la moyenne décennale. C'est le meilleur niveau sur les quatre dernières années (graphique 1).

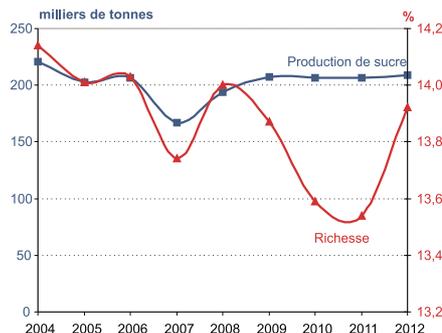
Les deux années consécutives de sécheresse et un hiver particulièrement frais dans le Sud ont créé des conditions favorables pour la concentration de saccharose dans la canne. La forte richesse en sucre compense la faible production de canne. Avec 1 835 790 tonnes, le tonnage produit recule de 2,7 % par rapport à la campagne 2011 et se situe en dessous de la moyenne décennale (- 4 870 tonnes).

#### Pour en savoir plus

● <http://www.agreste.agriculture.gouv.fr> puis accéder à l'espace « Recensement agricole 2010 ».

● <http://www.daaf974.agriculture.gouv.fr> puis accéder à l'espace « Données agricoles et rurales », rubriques « documentations agricoles » ou « atlas agricole ».

■ Graphique 1 - Production annuelle de sucre et richesse



Source : Centre technique interprofessionnel de la canne et du sucre.

### La production animale progresse dans un contexte difficile

Comme en 2011, l'exercice 2012 est marqué par le renchérissement des consommations intermédiaires. La hausse concerne principalement les engrais et amendements (+ 6 millions d'euros) et les aliments pour animaux (+ 4 millions d'euros), dont le prix suit celui des céréales. Les produits pétroliers augmentent également de trois millions d'euros.

La hausse des matières premières impacte plus particulièrement les filières viandes (volailles, porcs, bovins) et lait. Dans un contexte de tension sur les prix à la consommation, une partie seulement des surcoûts est répercutée, ce qui place les filières d'élevage dans une situation de plus en plus difficile.

Par ailleurs, le début d'année 2012 est marqué par une pénurie d'œufs et une augmentation significative de son prix. En effet, certains éleveurs ont été contraints de réduire leur activité le temps de se mettre en conformité avec les nouvelles normes européennes en matière de protection des poules pondeuses (directive 199/74/CE s'appliquant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012). ■

Lionel LEVET, Daaf La Réunion



## Forte augmentation des mesures agro-environnementales en 2012

Les mesures agro-environnementales (MAE) sont des dispositifs contractuels qui permettent d'accompagner les exploitants dans la mise en œuvre de pratiques agricoles favorables au développement durable. Elles constituent un axe essentiel de la politique agricole en promouvant des pratiques agronomiques plus respectueuses de l'environnement. Les agriculteurs qui souscrivent un contrat MAE s'engagent pour 5 années à respecter un cahier des charges (propre à chaque dispositif) et obtiennent en contrepartie une rémunération annuelle, proportionnelle à la quantité engagée, qui compense les coûts supplémentaires et/ou le manque à gagner.

Les MAE mises en place à La Réunion répondent à des enjeux prioritaires qui ont été identifiés lors du diagnostic environnemental du Programme de développement rural pour La Réunion (PDRR) et qui regroupent un ensemble d'objectifs environnementaux :

- ✓ eau : diminuer les pollutions et mieux gérer la ressource,
- ✓ sol : prévenir l'érosion pour maintenir la fertilité des sols,
- ✓ biodiversité : préserver les espèces protégées et les écosystèmes,
- ✓ paysage : lutter contre la déprise agricole (abandon de l'activité de culture ou d'élevage) et ses effets sur les paysages.

### Près de 1 000 exploitants ont signé

Au cours de la période 2008-2012, 988 exploitants ont signé au total 1 311 contrats MAE. Ces contrats concernent 9 130 hectares de terres, 7 560 mètres de linéaires (haies, fossés) et plus de 7 750 ruches.

Les MAE qui concernent la culture de la canne à sucre ont attiré le plus grand nombre d'agriculteurs :

- ✓ mesure cannière agro-environnementale (MCAE) relative aux pratiques de désherbage,
- ✓ épaillage de la canne à sucre (EPAIL),
- ✓ mesure agro-environnementale territorialisée (MAET) Canne.

Viennent ensuite des mesures spécifiques des filières d'élevage :

- ✓ mesure herbagère agro-environnementale (MHAE), qui concerne le respect d'un taux maximal de chargement,
- ✓ préparation des plastiques au recyclage (PLAST),
- ✓ amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles domestiques (API).

Les mesures « Canne » et la MHAE représentent respectivement 60 % et 30 % des surfaces concernées par les MAE.

Le nombre de contrats signés annuellement a augmenté considérablement en 2012 : 757 contrats ont été souscrits contre seulement 72 en 2011. Cette brusque mobilisation fait suite à l'harmonisation des taux horaires (coût d'une heure de travail) au niveau national, ayant entraîné une revalorisation des rémunérations des MAE.

### 5,9 millions d'euros déjà versés

Fin 2012, le montant des aides compensatoires déjà versées s'élevait à environ 5,9 millions d'euros, et le montant engagé était d'environ 12,5 millions d'euros. L'enveloppe totale dédiée au financement des MAE pour la période 2008-2013 est d'environ 16 millions d'euros, dont 12 millions du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), 3,4 millions de l'État et 0,6 million du Conseil général.





## U ne meilleure année pour les énergies renouvelables

En 2012, la production d'électricité livrée sur le réseau réunionnais s'élève à 2 811 gigawatts heure (GWh). Elle augmente de 2,2 %, après + 1,9 % en 2011 (soit + 61 GWh). La croissance de la production électrique accélère légèrement mais demeure inférieure à la moyenne 2006-2010 (+ 3,1 % par an). Mais la croissance de la production électrique demeure supérieure à celle de la population réunionnaise, qui augmente de 1,4 % par an en moyenne entre 1999 et 2012.

Les énergies primaires fossiles (pétrole et charbon) restent prédominantes (tableau 1). Elles alimentent près des deux tiers de la production électrique (65,4 %). La part des énergies renouvelables augmente néanmoins sensiblement en 2012. Elles assurent 34,6 % de la production électrique, soit 4,3 points de plus qu'en 2011. Les énergies renouvelables ont produit 142 GWh supplémentaires, soit deux fois plus que l'augmentation de la production d'électricité en 2012.

■ Tableau 1 - Répartition de la production électrique : la production augmente de 2,2 %

Type d'énergie	2011	2012		Variation 2012/2011 en %
	GWh	GWh	%	
<b>Énergies primaires</b>	<b>1 917,2</b>	<b>1 837,7</b>	<b>65,4</b>	<b>-4,1</b>
Fioul et gazole	612,1	491,4	17,5	-19,7
Charbon	1 305,1	1 346,3	47,9	3,2
<b>Énergies renouvelables</b>	<b>831,5</b>	<b>973,3</b>	<b>34,6</b>	<b>17,1</b>
Bagasse	269,9	267,1	9,5	-1,0
Hydraulique	401,7	488,0	17,4	21,5
Photovoltaïque	141,8	190,4	6,8	34,3
Éolien	11,7	18,2	0,6	55,6
Biogaz	6,4	9,6	0,3	50,0
<b>Batterie NaS</b>	<b>1,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-100,0</b>
<b>Ensemble</b>	<b>2 749,8</b>	<b>2 811,0</b>	<b>100,0</b>	<b>2,2</b>

Source : Observatoire énergie Réunion.

En 2012, la production des centrales hydrauliques augmente de 21 % (+ 86 GWh), après une année 2011 particulièrement faible en raison de la sécheresse. Mais la production hydroélectrique reste médiocre (488 GWh) pour une année à pluviométrie normale. La production éolienne augmente également (+ 56 %) en raison d'une meilleure intensité du régime des vents. La production photovoltaïque poursuit sa croissance (+ 34 %).

Une deuxième installation de biogaz a été mise en service en août 2012, pour une puissance nominale de 1,9 mégawatt (MW). Grâce à cette installation, la production électrique à partir de la valorisation de biogaz de décharge croît de 50 % par rapport à 2011 (+ 3,2 GWh). La production à partir de la bagasse reste stable à 267 GWh.

Contrairement à 2011, la production hydraulique a été suffisante pour ne pas avoir un recours accru à la production diesel ou à celle des turbines à combustion. La production électrique à partir de ces moyens est redescendue au même niveau que 2010 (491,4 GWh). La production des centrales thermiques à charbon, qui assurent la production de base toute l'année, augmente de 3 %. ■

Gaëlle GILBOIRE  
Observatoire énergie Réunion





# M

## ayotte : la hausse des revenus soutient la consommation

Après une fin d'année 2011 marquée par des mouvements sociaux contre la vie chère, le début d'année 2012 a été difficile, particulièrement pour les entreprises. Mais une petite embellie économique, encore fragile, est relevée au deuxième semestre.

Le rattrapage des revenus fixés par l'État se poursuit à Mayotte, avec la mise en place de minima sociaux et l'augmentation régulière du Smig. Le revenu de solidarité active (RSA) a ainsi été mis en place au 1<sup>er</sup> janvier 2012, ce qui assure un revenu minimum de subsistance pour une partie de la population. Il s'élève à 119 euros par mois pour une personne seule, ce qui correspond à 25 % de sa valeur dans les autres départements français.

Le Smig horaire brut a également été revalorisé : de 6,43 euros au 1<sup>er</sup> janvier 2011, il est passé à 6,69 euros au 1<sup>er</sup> janvier 2012 puis à 6,83 euros le 1<sup>er</sup> juillet. En moyenne annuelle, le Smig augmente de 5,1 % en 2012 (+ 3,7 % en euros constants).

■ Tableau 1 - Répartition des importations à Mayotte en 2012

	Importations par produit <sup>1</sup>	Évolution 2012/2011
Produits alimentaires, boissons, tabac	25	14
Cokéfaction et raffinage	20	15
Équipements électriques, électroniques, informatique, machines	15	-15
Matériels de transport	8	4
Autres produits industriels	30	2
Autres	2	4
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>4</b>

1. Hors déménagements, timbres et monnaies.

Source : Douanes, résultats provisoires, calcul Insee.

### Progression des importations à destination des ménages

La hausse des revenus destinés aux ménages, conjuguée à l'augmentation de la population, entraîne une hausse du pouvoir d'achat qui se traduit par une hausse de la consommation. En 2012, les importations à destination des ménages (*voir encadré*) poursuivent leur croissance à un rythme soutenu (+ 7 % en valeur). L'ensemble des importations augmente un peu moins vite (+ 4 %) au même rythme qu'en 2011. L'essentiel de la hausse des importations concerne les produits agroalimentaires (+ 14 %) et les produits pétroliers (+ 15 %), principalement les carburants.

Un peu moins de la moitié des produits importés (hors pétrole) provient de France métropolitaine.

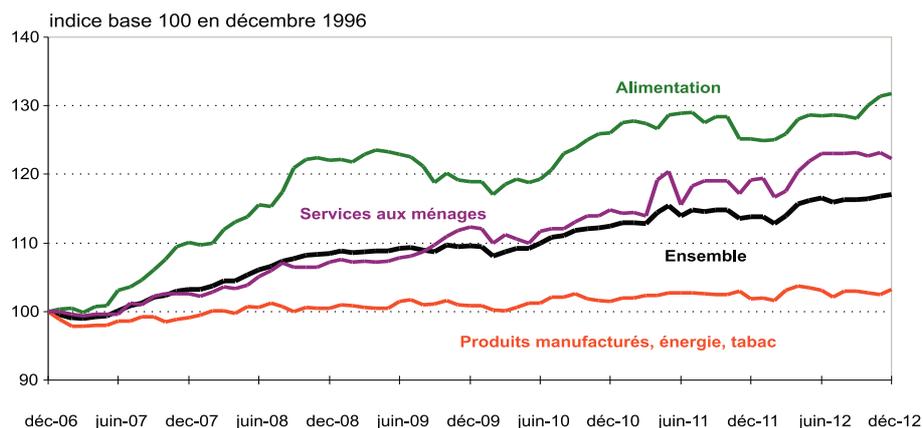
La Chine est le deuxième fournisseur de Mayotte, en couvrant 10 % des importations, celles-ci étant très diversifiées (machines outils, textiles, produits alimentaires, etc.).

Les exportations restent à un niveau très faible : elles couvrent moins de 2 % des importations.

### Hausse modérée des prix

Après une année 2011 de forte inflation (+ 3,2 % en moyenne), les prix augmentent plus modérément en 2012 (+ 1,4 % en moyenne sur l'année). Après les mouvements sociaux de fin 2011, les produits alimentaires, qui représentent 27 % des dépenses de consommation des ménages, avaient été au cœur des négociations sur la vie chère. Le renchérissement des produits alimentaires est donc resté contenu à + 0,6 % en moyenne sur l'année, les prix remontant toutefois dès le 2<sup>e</sup> trimestre (*graphique 1*). Certains produits alimentaires ont baissé sur l'année, comme les viandes et volailles (- 0,8 %) ou les produits céréaliers (- 1,5 %).

■ Graphique 1 - Les prix des produits alimentaires repartent à la hausse dès le 2<sup>e</sup> trimestre



Source : Insee, indices des prix à la consommation, Mayotte.

Les prix des produits manufacturés ont baissé de 0,3 % en moyenne sur l'année 2012, alors que les prix des services aux ménages ont augmenté de 3,3 %. Les produits manufacturés et les services représentent chacun environ un tiers des dépenses des ménages mahorais.

#### Un regain de confiance des entreprises en fin d'année

Concernant l'activité des entreprises, l'indice de climat des affaires (source IEDOM) connaît un rebond au second semestre 2012, après une année 2011 particulièrement morose. Signe d'un regain de confiance en l'avenir, les prévisions d'investissement redeviennent positives à partir du 3<sup>e</sup> trimestre. Néanmoins, le niveau de l'activité économique reste encore faible et ne permet pas de parler de reprise. ■

Christian MONTEIL, Insee

#### Estimer les importations à destination des ménages

Chaque produit importé peut être consommé par les ménages (consommation finale) ou par les entreprises et administrations (consommation intermédiaire, investissement).

Certains produits sont à destination exclusive des entreprises et administrations (cas de la pâte à papier par exemple), d'autres sont à destination quasi-exclusive des ménages (les cigarettes par exemple) ; enfin, certains produits sont à destination des ménages et des entreprises (les ordinateurs par exemple). Les consommations sont alors réparties entre les deux.





# Ralentissement de la croissance mauricienne

**E**n 2012, les performances baissent dans les secteurs liés à l'exportation, notamment le tourisme et le textile, suite au ralentissement de la demande des principaux partenaires commerciaux de l'île sœur. Par conséquent, la croissance ralentit légèrement : le produit intérieur brut (PIB) progresse de 3,3 % à prix constants, après + 3,5 % en 2011 (*tableau 1*).

En valeur, le PIB mauricien augmente de 6,6 % et s'élève à 344 milliards de roupies (8,9 milliards d'euros). Le PIB par habitant progresse de 6,2 % en valeur et s'élève à 266 458 roupies en 2012 (6 923 euros).

La consommation finale progresse plus vite qu'en 2011 (+ 2,9 %). La consommation des ménages s'accroît de 2,7 % (+ 2,5 % en 2011) et celle des administrations publiques de 3,1 % (+ 2,3 % en 2011).

■ Tableau 1 - PIB : 3,3 % de croissance en 2012

Indicateurs macro économiques	2011	2012 <sup>(p)</sup>
<b>PIB</b>		
- au prix du marché (milliards de roupies)	322,7	344,1
- par habitant (roupies)	250 874	266 458
- par habitant (euros)	6 273	6 923
<b>Taux de croissance</b>		
- du PIB en volume (%)	3,5	3,3
- de la consommation finale (%)	2,5	2,9
- de l'investissement (%)	1,4	-1,3
<b>Taux</b>		
- d'investissement (% PIB)	24,0	23,0
- d'épargne (% PIB)	15,0	14,9
Solde des échanges extérieurs de biens et services (% PIB)	-12,9	-11,9
Déficit budgétaire (% PIB)	3,2	1,8
Inflation (%)	6,5	3,9
Taux de chômage (%)	7,9	8,1

Source : Statistics Mauritius.

(p) : Provisoire.

## Recul de l'investissement

L'investissement total recule de 1,3 % après une croissance de 1,4 % en 2011. Le fléchissement s'explique par une contraction de l'investissement privé, qui n'est pas totalement compensée par la hausse de l'investissement public.

L'investissement recule de 2,5 % dans le secteur privé, après la reprise de 3,4 % en 2011, en raison principalement de l'achèvement de grands projets de constructions tels que des hôtels et des centres commerciaux. À l'inverse, l'investissement public augmente de 2,7 % après une baisse de 4,7 % en 2011. L'investissement public est porté par des travaux sur les infrastructures routières, l'extension de l'aéroport et des bâtiments publics.

Le taux d'investissement diminue ainsi et s'établit à 23,0 % du PIB, soit un point de moins qu'en 2011. Le taux d'investissement poursuit sa baisse dans le secteur privé pour la 5<sup>e</sup> année consécutive, et s'établit à 17,5 % (18,5 % en 2011). Le taux d'investissement du secteur public reste stable en 2012 (5,5 %).

## Réduction du déficit des échanges extérieurs

En 2012, le déficit commercial diminue et s'élève désormais à 40,8 milliards de roupies contre 41,8 milliards de roupies en 2011. Les échanges progressent en valeur, avec une augmentation plus forte des exportations (+ 15,8 milliards de roupies) que des importations (+ 14,9 milliards de roupies). La valeur des biens et services exportés s'élève à 188,4 milliards de roupies. Dans le même temps, la valeur des importations s'élève à 229,2 milliards de roupies.

Le déficit commercial représente 11,9 % du PIB, soit un point de moins qu'en 2011 (*tableau 2*).



À prix constants, la croissance des importations de biens se poursuit mais à un rythme moins élevé : + 2,5 % après + 4,1 % en 2011 et + 7,1 % en 2010. En 2012, les importations de machines et équipements du transport ainsi que de produits destinés à la consommation finale sont à l'origine de cette croissance. Par contre, les importations de services (à prix constants) baissent de 2,8 % après la croissance élevée des deux dernières années (+ 10,6 % en 2011 et + 14,6 % en 2010).

■ Tableau 2 - Commerce extérieur :  
réduction du déficit

	2011	2012 <sup>(p)</sup>
<b>Milliards de roupies courants</b>		
Déficit commercial	41,8	40,8
Exportations	172,6	188,4
Importations	214,4	229,2
<b>Taux de croissance en volume (%)</b>		
Exportations de biens	2,0	3,4
Exportations de services	7,8	5,4
Importations de biens	4,1	2,5
Importations de services	10,6	-2,8

Source : Statistics Mauritius.

(p) : Provisoire.

Toujours à prix constants, les exportations de biens croissent de 3,4 % après la hausse de 2,0 % en 2011. La hausse s'explique principalement par la bonne performance des exportations de poissons (+ 15 %). La croissance des exportations de services fléchit une nouvelle fois mais reste soutenue : + 5,4 % après + 7,8 % en 2011 et + 12,4 % en 2010. Les revenus touristiques, qui représentent environ 40 % des exportations de services, augmentent de 4 %. Les touristes ont dépensé 44,4 milliards de roupies en 2012 (1,1 milliard d'euros), soit 1,7 milliards de roupies de plus qu'en 2011.

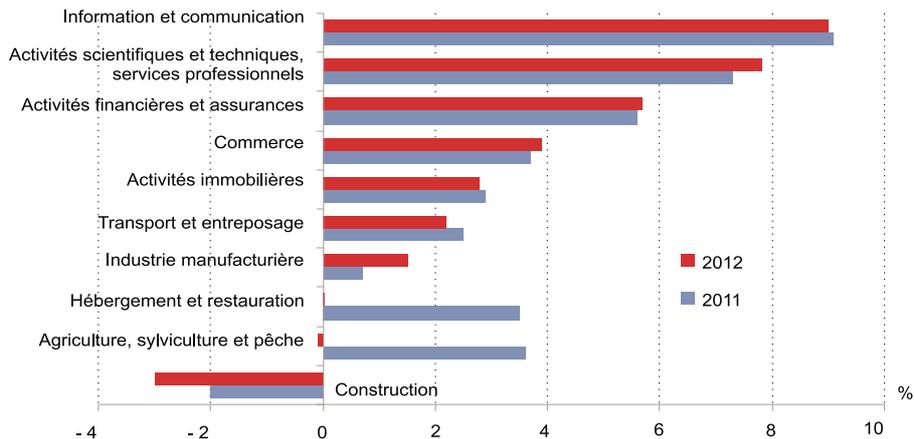
### Nouveau recul dans la construction

En 2012, toutes les branches d'activités ont bénéficié de la croissance, à l'exception de la construction et de l'agriculture, sylviculture et pêche. L'hébergement-restauration est stable. Après la baisse de 2011 (- 2,0 %), le secteur de la construction recule plus fortement encore en 2012 (- 3,0 %) (*graphique 1*).

L'ensemble des activités agricoles stagne, la baisse de la culture de la canne étant compensée par la croissance de la culture vivrière. La mauvaise performance de la culture de la canne entraîne la baisse de la pro-



■ Graphique 1 - Taux de croissance de la valeur ajoutée par secteur : la construction de nouveau en baisse



Source : Statistics Mauritius.

duction de sucre : 409 200 tonnes ont été produites contre 435 310 tonnes en 2011.

La croissance des industries manufacturières, un des secteurs clés de l'économie mauricienne, reprend légèrement en 2012. La valeur ajoutée du secteur augmente de 1,5 % à prix constants, contre + 0,7 % en 2011. Néanmoins, la croissance des entreprises orientées vers l'exportation fléchit (+ 1,5 %) après les bonnes performances des deux dernières années (+ 6,1 % en 2011 et + 6,4 % en 2010). La demande augmente particulièrement pour le poisson mais elle baisse pour les produits du textile et de l'habillement.



L'hébergement et la restauration, autre secteur clé de l'économie, stagne, avec la persistance d'un contexte économique morose, notamment en Europe. En 2012, 965 400 touristes se sont rendus à Maurice, soit autant qu'en 2011. Les arrivées touristiques en provenance de l'Europe régressent de 8 %. Cette baisse est compensée par des arrivées plus nombreuses en provenance des pays de la région (y compris La Réunion), notamment l'Afrique du Sud, ainsi qu'en provenance d'Inde, de Chine ou de Russie.

Les autres secteurs d'activités ont dans l'ensemble maintenu la croissance de l'année précédente.

Le secteur des activités financières et assurances est le premier contributeur à la croissance de l'économie mauricienne en 2012. Il contribue à hauteur de 0,6 point à la croissance totale, de part son poids dans l'économie (10,3 %) et le bénéfice d'une croissance soutenue en 2012 (+ 5,7 %). Deux autres secteurs ont principalement contribué à la croissance : le commerce (0,5 point) et le secteur information et communication (0,4 point). ■

Set Fong CHEUNG TUNG SHING,  
Statistics Mauritius



# Réunion de la Économie de la union

HORS SÉRIE N° 13  
Supplément à la revue trimestrielle de  
l'Institut national de la statistique et  
des études économiques

ISSN : 1952-3580  
ISBN : 978-2-11-138241-1  
Dépôt légal : 743  
Code SAGE : ECOHS1384

Directrice de la publication : **Valérie ROUX**  
Rédactrice en chef : **Claire GRANGÉ**  
Conception graphique : **Jocelyne DAMOUR**  
Impression : **Print 2000**  
Crédits photographique : **Hervé LE GRAND, Jocelyne DAMOUR,  
Jérémy TORTERAT, Arer, IRT, Cheick SAÏDOU/Min agri.,  
Michaël JUNG, Sergey NIVENS-fotolia.com.**

© INSEE - 2013 - Reproduction autorisée, sauf à des fins commercia-  
les, moyennant mention de la source. Autorisation préalable pour  
toute diffusion par voie électronique.

Retrouvez cette publication sur les pages régionales du site : [www.insee.fr/reunion](http://www.insee.fr/reunion)

La croissance réunionnaise faiblit en 2012 (+ 0,7 % après + 1,2 %), mais se situe au-dessus de la croissance nationale (0,0 %). Elle est portée par la hausse du pouvoir d'achat des ménages, favorisée par le ralentissement de l'inflation. Cette hausse soutient la consommation.

En revanche, l'investissement faiblit.

La masse salariale et les prestations sociales poursuivent leur progression, avec notamment une forte poussée des indemnités chômage.

La création d'entreprises est toujours en perte de vitesse.

La dégradation sur le marché du travail se poursuit, malgré la hausse de l'emploi salarié marchand.

Les services et l'industrie s'en sortent mieux, mais le BTP et le commerce perdent des emplois.

La production agricole augmente légèrement, en restant pénalisée par la hausse du prix des matières premières.

Après une bonne année 2011, la fréquentation touristique est également en recul de 5 %.



9 782111 382411

**Prix : 4,50 €**

Code SAGE : ECOHS1384

ISBN : 978-2-11-138241-1

ISSN : 1952-3580